



Journal Officiel de la République Tunisienne

TRADUCTION FRANÇAISE POUR INFORMATION

Mardi 12 chaâbane 1427 – 5 septembre 2006

149^{ème} année

N° 71

Sommaire

Décrets et Arrêtés

Présidence de la République

Attribution de l'Ordre de la République 3172

Premier Ministère

Maintien en activité dans le secteur public..... 3172

Ministère de l'Intérieur et du Développement Local

Décret n° 2006-2350 du 28 août 2006, portant expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la commune de Sfax, d'un immeuble non-immatriculé nécessaire à l'aménagement du carrefour route Menzel Chaker km 1,5 et la ceinture N5..... 3172

Nomination d'un sous-directeur..... 3173

Nomination d'un chef de service..... 3173

Maintien en activité dans le secteur public..... 3173

Ministère des Affaires Etrangères

Décret n° 2006-2354 du 28 août 2006, portant ratification de l'accord international de 2005 sur l'huile d'olive et les olives de table..... 3173

Décret n° 2006-2355 du 28 août 2006, portant ratification d'un programme exécutif de coopération dans le domaine de l'information entre la République Tunisienne et la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste pour les années 2006-2007-2008..... 3174

Décret n° 2006-2356 du 28 août 2006, portant ratification d'un programme exécutif de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur entre la République Tunisienne et la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste pour les années 2006, 2007 et 2008..... 3174

Nomination d'un attaché de cabinet du ministre des affaires étrangères..... 3174

Ministère de la Défense Nationale

- Décret n° 2006-2358 du 28 août 2006**, portant octroi de la deuxième tranche de l'augmentation globale des taux de l'indemnité d'encadrement et de recherche allouée aux médecins militaires, professeurs, maîtres de conférences agrégés et assistants hospitalo-universitaires en médecine , en pharmacie et en médecine dentaire bénéficiaires de cette indemnité au titre de l'année 2006..... **3174**
- Décret n° 2006-2359 du 28 août 2006**, portant octroi de la deuxième tranche de l'augmentation globale des taux de l'indemnité pour services sanitaires allouée au corps médical et juxta médical de la santé militaire non titulaire de grades hospitalo-universitaires bénéficiaire de cette indemnité au titre de l'année 2006..... **3175**
- Décret n° 2006-2360 du 28 août 2006**, portant octroi de la deuxième tranche de l'augmentation globale des taux de l'indemnité d'encadrement et de recherche allouée aux personnels civils de l'enseignement supérieur militaire bénéficiaires de cette indemnité au titre de l'année 2006..... **3176**

Ministère de la Communication et des Relations avec la Chambre des Députés et la Chambre des Conseillers

- Nomination du directeur de radio Tunisie culture..... **3176**
- Dérogation pour exercer dans le secteur public..... **3176**

Ministère des Finances

- Décret n° 2006-2363 du 28 août 2006**, portant répartition par article des crédits d'engagement et de paiement couverts par des ressources extérieures affectées pour l'année 2005 à l'intérieur de la neuvième partie « dépenses de développement sur ressources extérieures affectées »..... **3177**
- Décret n° 2006-2364 du 28 août 2006**, accordant à la société tunisienne de l'électricité et du gaz les avantages fiscaux prévus par l'article 52 du code d'incitation aux investissements..... **3183**

Ministère des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières

- Décret n° 2006-2365 du 28 août 2006**, portant expropriation, pour cause d'utilité publique, de parcelles de terrain sises à Hammamet, gouvernorat de Nabeul nécessaires à la construction de la rocade reliant Dar Chaâbane Elfehri, Nabeul et Hammamet dans son tronçon sis à la délégation de Hammamet..... **3186**
- Décret n° 2006-2366 du 28 août 2006**, portant homologation des rapports définitifs de la commission de reconnaissance et de délimitation des terrains relevant du domaine privé de l'Etat du gouvernorat de Nabeul (délégations de Grombalia, El Haouaria, Hammam Laghzaz, Menzel Temime, Korba, Nabeul et Beni Khiair)..... **3195**
- Décret n° 2006-2367 du 28 août 2006**, portant homologation des procès-verbaux de la commission de reconnaissance et de délimitation des terrains relevant du domaine privé de l'Etat du gouvernorat de Mahdia (délégations d'El Djem, Mahdia, Bou Merdès et Sidi Alouane)..... **3196**
- Décret n° 2006-2368 du 28 août 2006**, portant homologation des procès-verbaux de la commission de reconnaissance et de délimitation des terrains relevant du domaine privé de l'Etat du gouvernorat de Tozeur (délégation de Dégueche)..... **3197**
- Décret n° 2006-2369 du 28 août 2006**, portant homologation des procès-verbaux de la commission de reconnaissance et de délimitation des terrains relevant du domaine privé de l'Etat du gouvernorat de Médenine (délégations de Médenine Sud et Djerba Midoun)..... **3198**
- Attribution de la classe exceptionnelle à l'emploi de directeur général..... **3199**

Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques

- Décret n° 2006-2371 du 28 août 2006**, portant changement de la vocation de deux parcelles de terre classées en autres zones agricoles au gouvernorat de Médenine..... **3199**
- Décret n° 2006-2372 du 28 août 2006**, portant approbation de la concession de l'utilisation des eaux de la source de Aïn El Maâden sise à la délégation de Nefza au gouvernorat de Béja..... **3199**

Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

- Nomination du directeur général de l'agence nationale de protection de l'environnement..... **3200**
- Nomination d'un ingénieur général..... **3200**

Ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Petites et Moyennes Entreprises	
Maintien en activité dans le secteur public.....	3200
Ministère de l'Equipeement, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire	
Maintien en activité dans le secteur public.....	3200
Ministère du Tourisme	
Nomination du directeur général de l'office national du tourisme tunisien.....	3200
Ministère du Transport	
Décret n° 2006-2380 du 28 août 2006 , réglementant les conditions d'attribution et de retrait des emplois fonctionnels au sein de la société des transports de Tunis.....	3200
Ministère de la Santé Publique	
Décret n° 2006-2381 du 28 août 2006 , portant modification du décret n° 93-1440 du 23 juin 1993, relatif à la spécialisation en médecine et au statut juridique des résidents.....	3205
Attribution de la classe exceptionnelle à l'emploi de directeur général.....	3206
Nomination d'un chef de service hospitalier.....	3206
Nomination d'administrateurs généraux de la santé publique.....	3206
Nomination de professeurs hospitalo-universitaires en pharmacie.....	3206
Maintien en activité dans le secteur public.....	3206
Ministère de l'Education et de la Formation	
Nomination d'un secrétaire général.....	3206
Nomination d'un directeur, classe exceptionnelle	3206
Nomination d'un directeur	3206
Nomination de directeurs régionaux.....	3206
Nomination d'un chef de service.....	3207
Ministère de l'Enseignement Supérieur	
Nomination d'un directeur.....	3207
Maintien en activité dans le secteur public.....	3207

décrets et arrêtés

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ORDRE DE LA REPUBLIQUE

Par décret n° 2006-2348 du 24 août 2006.

L'Ordre de la République est attribué, à compter du 12 août 2006, aux Mesdames citées après :

Commandeur :

Mesdames :

Wadouda Badrane,

Emna Aouij,

Khedija Temimi,

Mouna Noureddine,

Naïma Amara Ben Hammouda,

Serra Kammoun Chaâbouni,

Wassila Ben Hamda,

Yasmina Tlili.

Officier :

Mesdames :

Meherzia Zeineb Ben Ayed Kilani,

Monjia Nefzi Souaïhi,

Saïda Rekik Boujelbene,

Narimene Jedidi,

Aïcha Neifer,

Lilia Rokbani,

Nourelhouda Gharbi,

Abir Moussa,

Hédia Zbiba,

Saloua Guedamsi,

Lemia Chkir Thabet,

Sonia Mbarek,

Rafîâa Chaouch Karrou,

Imen Belhedi,

Bahija Ben Haj Hamida Boussetta,

Najiba Skandarani,

Dalenda Meziou,

Aouicha Beday,

Dalila Ben Salah,

Zoubeida Bchir,

Ferha Chkir Mghaïth,

Najet Rekik,

Yassa Louizi,

Raoudha Ben Saber,

Leïla Sfaxi Mrabet,

Fathia Chaker Baccour,

Salha Tounsi,

Fatma Bousaïd Mednini,

Rafika Abdelali,

Fathia Ammar,

Mahbouba Karkoub,

Souad Ayed,

Bakhta Belhaj.

PREMIER MINISTERE

MAINTIEN EN ACTIVITE

Par décret n° 2006-2349 du 28 août 2006.

Monsieur Belgacem N'siri, conseiller à la cour des comptes, chargé des fonctions de président de chambre, est maintenu en activité pour une deuxième année, à compter du 1^{er} novembre 2006.

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL

Décret n° 2006-2350 du 28 août 2006, portant expropriation, pour cause d'utilité publique, au profit de la commune de Sfax, d'un immeuble non-immatriculé nécessaire à l'aménagement du carrefour route Menzel Chaker km 1,5 et la ceinture N5.

Le Président de la République

Sur proposition du ministre de l'intérieur et du développement local,

Vu la loi organique des communes promulguée par la loi n° 75-33 du 14 mai 1975, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 85-43 du 25 avril 1985, la loi organique n° 91-24 du 30 avril 1991 et la loi organique n° 95-68 du 24 juillet 1995,

Vu la loi n° 76-85 du 11 août 1976, portant refonte de la législation relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifiée et complétée par la loi n° 2003-26 du 14 avril 2003 et notamment son article 11,

Vu le décret du 16 juillet 1884, portant création de la commune de Sfax,

Vu le décret n° 75-342 du 30 mai 1975, fixant les attributions du ministère de l'intérieur, tel que modifié par le décret n° 2001-1454 du 15 juin 2001,

Vu le décret n° 2003-1551 du 2 juillet 2003, fixant la composition, les attributions et les modalités de fonctionnement de la commission de reconnaissance et de conciliation en matière d'expropriation,

Vu les délibérations du conseil municipal de la commune de Sfax dans sa séance du 24 mai 2001 et du 28 novembre 2002,

Vu le rapport de la commission de reconnaissance et de conciliation du gouvernorat de Sfax du 29 novembre 2004,

Vu l'avis des ministres des domaines de l'Etat et des affaires foncières et de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire.

Décète :

Article premier. - Est exproprié pour cause d'utilité publique, au profit de la commune de Sfax, un immeuble non-immatriculé nécessaire à l'aménagement du carrefour route Menzel Chaker km 1,5 et la ceinture N5, entouré d'un liseré rouge sur le plan annexé au présent décret et présenté au tableau ci-après :

N° d'ordre	Nature de l'immeuble	Situation de l'immeuble	Etat de l'immeuble	Superficie totale	Superficie expropriée	Noms des propriétaires ou présumés tels
1	Boutique	Route Menzel Chaker km 1,5	Non-immatriculé	23m2	23m2	Refika Ben Arab

Art. 2. - Sont également expropriés, tous les droits mobiliers et immobiliers qui grèvent ou pourraient grever ledit immeuble

Art. 3. - Les ministres de l'intérieur et du développement local, des domaines de l'Etat et des affaires foncières et de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 28 août 2006.

Zine El Abidine Ben Ali

NOMINATIONS

Par décret n° 2006-2351 du 29 août 2006.

Monsieur El Kamel Khelifi, administrateur, est chargé des fonctions de sous-directeur des affaires administratives et financières à la commune de Sidi Hassine.

Par décret n° 2006-2352 du 29 août 2006.

Monsieur Moncef Khayat, administrateur, est chargé des fonctions de chef de service des acquisitions et de la gestion du stock à l'hôpital des forces de sécurité intérieure de la Marsa.

MAINTIEN EN ACTIVITE

Par décret n° 2006-2353 du 28 août 2006.

Monsieur Belhassen Languar, médecin vétérinaire spécialiste principal, chargé des fonctions de directeur de l'hygiène et de la protection de l'environnement à la commune de Tunis, et ce, pour une période d'une année, à compter du 1^{er} novembre 2006.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Décret n° 2006-2354 du 28 août 2006, portant ratification de l'accord International de 2005 sur l'huile d'olive et les olives de table.

Le Président de la République,

Vu la constitution et notamment son article 32,

Vu la loi n° 2006-53 du 24 juillet 2006, portant approbation de l'Accord International de 2005 sur l'huile d'olive et les olives de table, adopté à Genève le 29 avril 2005 et signé par la République Tunisienne le 15 novembre 2005,

Vu l'Accord International de 2005 sur l'huile d'olive et les olives de table, adopté à Genève le 29 avril 2005 et signé par la République Tunisienne le 15 novembre 2005.

Décète :

Article premier. - Est ratifié, l'accord international de 2005 sur l'huile d'olive et les olives de table, adopté à Genève le 29 avril 2005 et signé par la République Tunisienne le 15 novembre 2005.

Art. 2. - Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 28 août 2006.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 2006-2355 du 28 août 2006, portant ratification d'un programme exécutif de coopération dans le domaine de l'information entre la République Tunisienne et la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste pour les années 2006-2007-2008.

Le Président de la République,

Vu la constitution et notamment son article 32,

Vu le programme exécutif de coopération dans le domaine de l'information entre la République Tunisienne et la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste pour les années 2006, 2007 et 2008, conclu à Tunis le 14 juillet 2006.

Décète :

Article premier. - Est ratifié, le programme exécutif de coopération dans le domaine de l'information entre la République Tunisienne et la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste pour les années 2006, 2007 et 2008, conclu à Tunis, le 14 juillet 2006.

Art. 2. - Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 28 août 2006.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 2006-2356 du 28 août 2006, portant ratification d'un programme exécutif de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur entre la République Tunisienne et la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste pour les années 2006, 2007 et 2008.

Le Président de la République,

Vu la constitution et notamment son article 32,

Vu le programme exécutif de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur entre la République Tunisienne et la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste pour les années 2006, 2007 et 2008, conclu à Tunis le 14 juillet 2006.

Décète :

Article premier. - Est ratifié, le programme exécutif de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur entre la République Tunisienne et la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste pour les années 2006, 2007 et 2008, conclu à Tunis le 14 juillet 2006.

Art. 2. - Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 28 août 2006.

Zine El Abidine Ben Ali

NOMINATION

Par décret n° 2006-2357 du 28 août 2006.

Monsieur Adel Daâdouch, secrétaire administratif des affaires étrangères, est nommé attaché de cabinet du ministre des affaires étrangères.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décret n° 2006-2358 du 28 août 2006, portant octroi de la deuxième tranche de l'augmentation globale des taux de l'indemnité d'encadrement et de recherche allouée aux médecins militaires, professeurs, maîtres de conférences agrégés et assistants hospitalo-universitaires en médecine, en pharmacie et en médecine dentaire bénéficiaires de cette indemnité au titre de l'année 2006.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de la défense nationale,

Vu la loi n° 67-20 du 31 mai 1967, portant statut général des militaires, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 87-82 du 31 décembre 1987,

Vu le décret n° 66-356 du 19 septembre 1966, portant statut du corps des officiers d'active et de réserve du service de santé de l'armée,

Vu le décret n° 75-671 du 25 septembre 1975, fixant les attributions du ministre de la défense nationale,

Vu le décret n° 88-1878 du 8 novembre 1988, portant institution d'une indemnité d'encadrement et de recherche au profit des médecins militaires, titulaires des grades de professeurs, maîtres de conférences agrégés hospitalo-universitaires en médecine, en pharmacie et en médecine dentaire, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 2001-964 du 3 mai 2001,

Vu le décret n° 91-1131 du 29 juillet 1991, portant institution d'une indemnité d'encadrement et de recherche au profit des médecins militaires, assistants hospitalo-universitaires en médecine, en pharmacie et en médecine dentaire, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 2000-2142 du 25 septembre 2000,

Vu le décret n° 2002-2942 du 11 novembre 2002, portant fixation de l'augmentation globale des taux de l'indemnité d'encadrement et de recherche durant la période 2002-2004 et octroi de la première tranche au profit des médecins militaires, professeurs, maîtres de conférences agrégés et assistants hospitalo-universitaires en médecine, en pharmacie et en médecine dentaire bénéficiaires de cette indemnité,

Vu le décret n° 2003-1572 du 7 juillet 2003, portant majoration des taux de l'indemnité d'encadrement et de recherche allouée aux médecins militaires, professeurs, maîtres de conférences agrégés et assistants hospitalo-universitaires en médecine, en pharmacie et en médecine dentaire bénéficiaires de cette indemnité, au titre de l'année 2003,

Vu le décret n° 2004-1620 du 12 juillet 2004, portant octroi de la troisième tranche de l'augmentation globale des taux de l'indemnité d'encadrement et de recherche allouée aux médecins militaires, professeurs, maîtres de conférences agrégés et assistants hospitalo-universitaires en médecine, en pharmacie et en médecine dentaire bénéficiaires de cette indemnité au titre de l'année 2004,

Vu le décret n° 2005-3171 du 12 décembre 2005, portant fixation de l'augmentation globale des taux de l'indemnité d'encadrement et de recherche allouée aux médecins militaires, professeurs, maîtres de conférences agrégés et assistants hospitalo-universitaires en médecine, en pharmacie et en médecine dentaire durant la période 2005-2007 et octroi de la première tranche au profit des agents bénéficiaires de cette indemnité,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. - Est allouée, à compter du 1^{er} juillet 2006, la deuxième tranche de l'augmentation globale des taux l'indemnité d'encadrement et de recherche, prévue par les décrets susvisés, conformément aux indications du tableau ci-après :

En dinars	
Grades	Montant mensuel de la majoration à compter du 1 ^{er} juillet 2006
Professeur hospitalo-universitaire	74
Maître de conférence agrégé hospitalo-universitaire	63
Assistants hospitalo-universitaires ayant plus de 4 ans d'ancienneté	55
Assistants hospitalo-universitaires 3 ^{ème} et 4 ^{ème} année	48
Assistants hospitalo-universitaires 1 ^{ère} et 2 ^{ème} année	42

Art. 2. - La majoration prévue par le présent décret est exclusive de toute autre majoration de même nature.

Art. 3. - Le ministre de la défense nationale et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 28 août 2006.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 2006-2359 du 28 août 2006, portant octroi de la deuxième tranche de l'augmentation globale des taux de l'indemnité pour services sanitaires allouée au corps médical et juxta médical de la santé militaire non titulaire de grades hospitalo-universitaires bénéficiaire de cette indemnité au titre de l'année 2006.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de la défense nationale,

Vu la loi n° 67-20 du 31 mai 1967, portant statut général des militaires, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 87-82 du 31 décembre 1987,

Vu le décret n° 66-356 du 19 septembre 1966, fixant le statut du corps des officiers d'active et de réserve du service de santé de l'armée,

Vu le décret n° 75-671 du 25 septembre 1975, fixant les attributions du ministre de la défense nationale,

Vu le décret n° 93-2590 du 20 décembre 1993, portant institution d'une indemnité pour services sanitaires au profit du corps médical et juxta médical de la santé militaire non titulaire de grades hospitalo-universitaires, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 2001 -965 du 3 mai 2001,

Vu le décret n° 2002-2944 du 11 novembre 2002, portant fixation de l'augmentation globale des taux de l'indemnité pour services sanitaires allouée au corps médical et juxta médical de la santé militaire non titulaire de grades hospitalo-universitaires durant la période 2002-2004 et octroi de la première tranche au profit des agents bénéficiaires de cette indemnité,

Vu le décret n° 2003-1573 du 7 juillet 2003, portant majoration des taux de l'indemnité pour services sanitaires allouée au corps médical et juxta médical de la santé militaire, non titulaire de grades hospitalo-universitaires bénéficiaire de cette indemnité au titre de l'année 2003,

Vu le décret n° 2004-1621 du 12 juillet 2004, portant octroi de la troisième tranche de l'augmentation globale des taux de l'indemnité pour services sanitaires au profit du corps médical et juxta médical de la santé militaire, non titulaire de grades hospitalo-universitaires bénéficiaire de cette indemnité au titre de l'année 2004,

Vu le décret n° 2005-3173 du 12 décembre 2005, portant fixation de l'augmentation globale des taux de l'indemnité pour services sanitaires, allouée au corps médical et juxta médical de la santé militaire, non titulaire de grades hospitalo-universitaires durant la période 2005-2007 et octroi de la première tranche au profit des agents bénéficiaires de cette indemnité,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. - Est allouée, à compter du 1^{er} juillet 2006, la deuxième tranche de l'augmentation globale des taux de l'indemnité pour services sanitaires prévue par les décrets susvisés, conformément aux indications du tableau ci-après :

En dinars	
Grades	Montant mensuel de la majoration à compter du 1 ^{er} juillet 2006
- Officier général ou colonel-major : médecin, médecin chirurgien-dentiste, pharmacien ou médecin vétérinaire	66
- colonel, lieutenant-colonel ou commandant : médecin , médecin chirurgien-dentiste, pharmacien ou médecin vétérinaire	55
- capitaine : médecin, médecin chirurgien-dentiste, pharmacien ou médecin vétérinaire	45
- lieutenant : médecin chirurgien-dentiste, pharmacien ou médecin vétérinaire	39

Art. 2. - La majoration prévue par le présent décret est exclusive de toute autre majoration de même nature.

Art. 3. - Le ministre de la défense nationale et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 28 août 2006.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 2006-2360 du 28 août 2006, portant octroi de la deuxième tranche de l'augmentation globale des taux de l'indemnité d'encadrement et de recherche allouée aux personnels civils de l'enseignement supérieur militaire bénéficiaires de cette indemnité au titre de l'année 2006.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de la défense nationale,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 2003-20 du 17 mars 2003,

Vu le décret n° 75-671 du 25 septembre 1975, fixant les attributions du ministre de la défense nationale,

Vu le décret n° 89-108 du 11 janvier 1989, fixant le statut particulier des personnels civils de l'enseignement supérieur militaire, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 2003-2076 du 14 octobre 2003,

Vu le décret n° 89-112 du 11 janvier 1989, fixant l'indemnité d'encadrement et de recherche, servie aux personnels civils de l'enseignement supérieur militaire, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 2001-966 du 3 mai 2001,

Vu le décret n° 2002-2943 du 11 novembre 2002, portant fixation de l'augmentation globale des taux de l'indemnité d'encadrement et de recherche allouée aux personnels civils de l'enseignement supérieur militaire durant la période 2002-2004 et octroi de la première tranche au profit des agents bénéficiaires de cette indemnité,

Vu le décret n° 2003-1649 du 4 août 2003, portant octroi de la deuxième tranche de l'augmentation globale des taux de l'indemnité d'encadrement et de recherche au profit des personnels civils de l'enseignement supérieur militaire bénéficiaires de cette indemnité au titre de l'année 2003,

Vu le décret n° 2004-1624 du 12 juillet 2004, portant octroi de la troisième tranche de l'augmentation globale des taux de l'indemnité d'encadrement et de recherche au profit des personnels civils de l'enseignement supérieur militaire bénéficiaires de cette indemnité au titre de l'année 2004,

Vu le décret n° 2005-31 72 du 12 décembre 2005, portant fixation de l'augmentation globale des taux de l'indemnité d'encadrement de recherche allouée aux personnels civils de l'enseignement supérieur militaire durant la période 2005-2007 et octroi de la première tranche au profit des agents bénéficiaires de cette indemnité,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. - Est allouée, à compter du 1er mai 2006, la deuxième tranche de l'augmentation globale des taux de l'indemnité d'encadrement et de recherche, prévue par les décrets susvisés, conformément aux indications du tableau ci-après :

En dinars	
Grades	Montant mensuel de la majoration à compter du 1 ^{er} mai 2006
Professeur de l'enseignement supérieur militaire	66
Maître de conférence de l'enseignement supérieur militaire	55
Maître assistant de l'enseignement supérieur militaire	47

Art. 2. - La majoration prévue par le présent décret est exclusive de toute autre majoration de même nature.

Art. 3. - Le ministre de la défense nationale et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 28 août 2006.

Zine El Abidine Ben Ali

**MINISTERE DE LA COMMUNICATION
ET DES RELATIONS AVEC LA
CHAMBRE DES DEPUTES ET LA
CHAMBRE DES CONSEILLERS**

NOMINATION

Par décret n° 2006-2361 du 28 août 2006.

Monsieur Ahmed Hedhiri, maître assistant de l'enseignement supérieur, est nommé chargé de mission auprès du ministre chargé de la communication et des relations avec la chambre des députés et la chambre des conseillers pour occuper l'emploi de directeur de radio Tunisie culture à l'établissement de la radiodiffusion télévision tunisienne, et ce, à compter du 23 mai 2006.

DEROGATION

Par décret n° 2006-2362 du 28 août 2006.

Il est accordé à Madame Zaouek Naïma, rédacteur en chef à l'agence Tunis Afrique Presse, une dérogation pour exercer dans le secteur public après l'atteinte de l'âge légal de la retraite pour une période d'une année supplémentaire, à compter du 1^{er} novembre 2006.

Décret n° 2006-2363 du 28 août 2006, portant répartition par article des crédits d'engagement et de paiement couverts par des ressources extérieures affectées pour l'année 2005 à l'intérieur de la neuvième partie « dépenses de développement sur ressources extérieures affectées ».

Le Président de la République,

Vu la loi n° 67-53 du 8 décembre 1967, portant loi organique du budget, telle que modifiée ou complétée par les textes subséquents,

Vu la loi n° 73-81 du 31 décembre 1973, portant promulgation du code de la comptabilité publique, telle que modifiée ou complétée par les textes subséquents,

Vu la loi n° 2004-90 du 31 décembre 2004, portant loi de finances pour l'année 2005, telle qu'elle a été modifiée par la loi n° 2005-103 du 15 décembre 2005 portant loi de finances complémentaire pour l'année 2005,

Vu le décret n° 2004-2724 du 31 décembre 2004, tel que modifié par le décret n° 2005-3178 du 15 décembre 2005, portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour l'année 2005, telle que modifiée par la loi de finances complémentaire pour l'année 2005 susvisées.

Vu l'arrêté du ministre des finances du 22 juillet 2006, portant augmentation des prévisions des crédits d'engagement et de paiement couverts par des ressources extérieures affectées aux projets de développement de l'Etat pour l'année 2005,

Sur proposition du ministre des finances.

Décète :

Article premier. - Les crédits d'engagement et les crédits de paiement couverts par des ressources extérieures affectées aux projets de développement de l'Etat pour l'année 2005 sont répartis par article à l'intérieur de la neuvième partie « dépenses de développement sur ressources extérieures affectées » conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 2. - Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 28 août 2006.

Zine El Abidine Ben Ali

TITRE II
Crédits d'engagement et crédits de paiement
sur ressources extérieures affectées
pour l'année 2005

En Dinars

N° des parties	N° des Articles	Désignation des Chapitres, des parties et des articles	Crédits d'engagement	Crédits de paiement
9	09.615	<u>Chapitre 3 : Premier Ministère</u>		
		<u>Dépenses de développement sur ressources extérieures affectées</u>		
		<u>Premier Ministère 2</u>		
		- Diffusion radiophonique et télévisée		3.800.000
		Total Premier Ministère 2		3.800.000
		Total du Chapitre 3		3.800.000
9	09.810	<u>Chapitre 4 : Ministère de l'Intérieur et du Développement Local</u>		
		<u>Dépenses de développement sur ressources extérieures affectées</u>		
		- Interventions dans le domaine économique	18.042.000	18.042.000
		Total du Chapitre 4	18.042.000	18.042.000
9	09.644	<u>Chapitre 6 : Ministère des Affaires Etrangères</u>		
		<u>Dépenses de développement sur ressources extérieures affectées</u>		
		- Acquisition de bâtiments à l'étranger	7.006.000	7.006.000
		Total du Chapitre 6	7.006.000	7.006.000
9	09.606 09.666	<u>Chapitre 9 : Ministère des Finances</u>		
		<u>Dépenses de développement sur ressources extérieures affectées</u>		
		- Formation	50.000	1.320.000
		- Equipement des services des douanes	10.087.174	.254.050
		Total du Chapitre 9	10.137.174	1.574.050
9	09.810	<u>Chapitre 10 : Ministère du Développement et de la Coopération Internationale</u>		
		<u>Dépenses de développement sur ressources extérieures affectées</u>		
		- Interventions dans le domaine économique	2.300.000	2.300.000
		Total du Chapitre 10	2.300.000	2.300.000

N° des parties	N° des Articles	Désignation des Chapitres, des parties et des articles	Crédits d'engagement	Crédits de paiement
9		<u>Chapitre 12 : Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques</u>		
		<u>Dépenses de développement sur ressources extérieures affectées</u>		
		<u>1 - Administrations Techniques</u>		
	09.606	- Formation	1.343.200	1.300.100
	09.675	- Forêts	7.488.050	12.888.500
	09.677	- Barrages et ouvrages hydrauliques	68.623.150	25.187.000
	09.678	- Ressources hydrauliques souterraines	3.025.500	1.924.000
	09.679	- Périmètres irrigués	119.250	537.900
	09.680	- Recherches et études agricoles	2.159.450	2.672.150
	09.681	- Eau potable	-	200.000
	09.682	- Vulgarisation et encadrement agricole	3.501.050	2.254.400
	09.683	- Pêche	-	15.000
	09.684	- Projets agricoles intégrés	9.550	9.550
	09.801	- Investissements dans le domaine de l'agriculture et de la pêche	8.319.000	5.618.000
	09.811	- Interventions dans le domaine social	8.066.745	11.166.745
		Total 1 Administrations Techniques	102.654.945	63.773.345
9		<u>Dépenses de développement sur ressources extérieures affectées</u>		
		<u>2- Commissariats Régionaux au Développement Agricole</u>		
	09.678	- Ressources hydrauliques souterraines	8.323.100	5.894.600
	09.679	- Périmètres irrigués	42.515.000	39.191.500
	09.681	- Eau potable	26.610.100	20.517.900
	09.684	- Projets agricoles intégrés	34.637.500	24.465.900
		Total 2 Commissariats Régionaux au Développement Agricole	112.085.700	90.069.900
		Total du chapitre 12	214.740.645	153.843.245
9		<u>Chapitre 13 : Ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Petites et Moyennes Entreprises</u>		
		<u>Dépenses de développement sur ressources extérieures affectées</u>		
	09.811	- Interventions dans le domaine social	6.176.950	6.176.950
		Total du Chapitre 13	6.176.950	6.176.950
9		<u>Chapitre 14 : Ministère du Commerce et de l'Artisanat</u>		
		<u>Dépenses de développement sur ressources extérieures affectées</u>		
	09.605	- Programmes informatiques	-	115.762
	09.608	- dépenses diverses	21.662	21.662
	09.810	- Interventions dans le domaine économique	3.371.000	3.371.000
		Total du Chapitre 14	3.392.662	3.508.424

N° des parties	N° des Articles	Désignation des Chapitres, des parties et des articles	Crédits d'engagement	Crédits de paiement
9	09.694 09.698	<u>Chapitre 15 : Ministère de l'Equipement, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire</u> <u>Dépenses de développement sur ressources extérieures affectées</u> - Routes et ponts - Protection des villes contre les inondations	60.904.000 930.000	86.234.000 6.150.000
		Total du Chapitre 15	61.834.000	92.384.000
		<u>Chapitre 16 : Ministère de l'Environnement et du Développement Durable</u> <u>Dépenses de développement sur ressources extérieures affectées</u> - Environnement - Investissements dans le domaine des services et de l'infrastructure	20.901.500	470.000 25.901.500
		Total du Chapitre 16	20.901.500	26.371.500
9	09.725	<u>Chapitre 18 : Ministère des Technologies de la Communication</u> <u>Dépenses de développement sur ressources extérieures affectées</u> - Etudes et interventions pour la promotion du domaine des technologies des communications	1.255.365	1.111.025
		Total du Chapitre 18	1.255.365	1.111.025
9	09.600 09.605 09.802	<u>Chapitre 19 : Ministère du Transport</u> <u>Dépenses de développement sur ressources extérieures affectées</u> - Etudes générales - Programmes informatiques - Investissements dans le domaine des services et de l'infrastructure	- 32.500 24.594.000	700.000 32.500 18.176.000
		Total du Chapitre 19	24.626.500	18.908.500
		<u>Chapitre 21 : Ministère de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine</u> <u>Dépenses de développement sur ressources extérieures affectées</u> - Investissements dans le domaine de la culture, de la jeunesse et de l'enfance	79.000	835.100
		Total du Chapitre 21	79.000	835.100
9	09.737	<u>Chapitre 22 : Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique</u> <u>Dépenses de développement sur ressources extérieures affectées</u> <u>1- Sports et Education Physique</u> - Construction et aménagement de l'infrastructure sportive	1.352.000	2.174.000
		Total 1 Sports et Education Physique	1.352.000	2.174.000
		Total du Chapitre 22	1.352.000	2.174.000

N° des parties	N° des Articles	Désignation des Chapitres, des parties et des articles	Crédits d'engagement	Crédits de paiement
9		<u>Chapitre 23 : Ministère de la Santé Publique</u>		
		<u>Dépenses de développement sur ressources extérieures affectées</u>		
		<u>1 Services Centraux</u>		
	09.604	- Equipements administratifs	900.000	
	09.605	- Programmes informatiques	800.000	
	09.606	- Formation	1.400.000	
	09.745	- Construction, extension et aménagement de l'infrastructure sanitaire universitaire	12.283.450	6.917.890
	09.746	- Construction, extension et aménagement de l'infrastructure sanitaire régionale	10.144.500	1.714.100
	09.747	- Construction, extension et aménagement de l'infrastructure sanitaire locale et de base	119.400	459.100
	09.749	- Equipement de l'infrastructure sanitaire	36.148.000	9.414.000
		Total 1 : Services Centraux	61.795.350	18.505.090
		Total du Chapitre 23	61.795.350	18.505.090
9		<u>Chapitre 25 : Ministère de l'Education et de la Formation</u>		
		<u>Dépenses de développement sur ressources extérieures affectées</u>		
		<u>1 - Education</u>		
	09.600	- Etudes générales	1709.200	656.500
	09.604	- Equipements administratifs	776.850	50.800
	09.605	- Programmes informatiques	173.000	541.550
	09.608	- Dépenses diverses	378.400	39.100
	09.762	- Aménagement des écoles primaires	2.086.200	1.236.500
	09.763	- Construction et extension des écoles préparatoires	10.885.900	6.620.720
	09.764	- Aménagement des écoles préparatoires	1.274.000	761.900
9	09.765	- Construction et extension des lycées	6.068.600	13.317.980
	09.766	- Aménagement des lycées	1.556.150	1.237.900
	09.767	- Construction et aménagement des internats et des réfectoires	1.975.000	
	09.768	- Equipements éducatifs	38.379.150	25.369.660
		Total 1 Education	65.262.450	49.832.610
		<u>2 - Formation</u>		
		<u>Dépenses de développement sur ressources extérieures affectées</u>		
	09.803	- Investissements dans le domaine de l'éducation et de la formation	3.751.950	3.751.950
		Total 2 Formation	3.751.950	3.751.950
		Total du Chapitre 25	69.014.400	53.584.560

N° des parties	N° des Articles	Désignation des Chapitres, des parties et des articles	Crédits d'engagement	Crédits de paiement
9		<u>Chapitre 26 : Ministère de l'Enseignement Supérieur</u>		
		<u>Dépenses de développement sur ressources extérieures affectées</u>		
		<u>1- Services Centraux</u>		
	09.608	- Dépenses diverses	218.000	358.600
	09.775	- Construction et extension des établissements d'enseignement supérieur	17.150.000	12.390.600
	09.777	- Equipement des établissements d'enseignement supérieur	15.343.000	9.275.900
	09.778	- Construction et extension des établissements des œuvres universitaires	6.411.000	7.656.400
		Total 1 Services Centraux	39.122.000	29.681.500
		Total du chapitre 26	39.122.000	29.681.500
9		<u>Chapitre 28 : Ministère de l'Emploi et de l'Insertion Professionnelle des Jeunes</u>		
		<u>Dépenses de développement sur ressources extérieures affectées</u>		
	09.806	- Investissements dans le domaine social	848.100	848.100
	09.811	- Interventions dans le domaine social	426.000	426.000
		Total du Chapitre 28	1.274.100	1.274.100
		<u>Total Général</u>	543.049.646	441.080.044

Décret n° 2006-2364 du 28 août 2006, accordant à la société tunisienne de l'électricité et du gaz, les avantages fiscaux prévus par l'article 52 du code d'incitation aux investissements.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre des finances,

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée promulgué par la loi n° 88-61 du 2 juin 1988, tel que modifié ou complété par les textes subséquents et notamment la loi n° 2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006,

Vu le nouveau tarif des droits de douane à l'importation promulgué par la loi n° 89-113 du 30 décembre 1989, tel que modifié ou complété par les textes subséquents et notamment la loi n° 2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006,

Vu le code d'incitation aux investissements promulgué par la loi n° 93-120 du 27 décembre 1993, et notamment son article 52, tel que modifié ou complété par les textes subséquents et notamment la loi n° 2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006,

Vu le décret n° 75-316 du 30 mai 1975, portant fixation des attributions du ministère des finances,

Vu le décret n° 93-2542 du 27 décembre 1993, portant composition, organisation et modes de fonctionnement de la commission supérieure d'investissement,

Vu l'avis de la commission supérieure d'investissement du 8 décembre 2003 et 7 juillet 2005,

Vu l'avis du ministre de l'industrie, de l'énergie et des petites et moyennes entreprises,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. - La société tunisienne de l'électricité et du gaz bénéficie de l'exonération des droits de douane et de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée dus à l'importation des équipements figurant à la liste annexée au présent décret dont la valeur est estimée à 230.292.115 dinars et nécessaires à la réalisation des projets suivants :

- aménagement d'un centre national et de deux centres régionaux pour la conduite et le contrôle de la production et de la distribution de l'énergie et aménagement du système de transmission,
- construction de dix nouveaux postes blindés,
- extension des postes conventionnels existant dans dix stations et construction de sept nouveaux postes,
- aménagement du réseau du transport de l'électricité.

Art. 2. - La société tunisienne de l'électricité et du gaz s'engage par écrit à ne pas céder, à titre onéreux ou gratuit, ces équipements, et ce, pendant les cinq années qui suivent la date d'importation. Cet engagement est joint à la déclaration en douane de la mise à la consommation.

Art. 3. - La cession des équipements importés sous couvert du régime fiscal privilégié avant l'expiration du délai cité à l'article 2 ci-dessus est subordonnée à l'acquittement des droits et taxes dus sur la base de la valeur et des taux en vigueur à la date de cession.

Art 4. - Le ministre des finances et le ministre de l'industrie, de l'énergie et des petites et moyennes entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 28 août 2006.

Zine El Abidine Ben Ali

LISTE DES ÉQUIPEMENTS

DESIGNATION DES ÉQUIPEMENTS	VALEUR EN DINARS TUNISIEN
<u>AMENAGEMENT DES CENTRES DE CONDUITE</u>	
PC équipés de serveurs & Logiciels spécifiques	
Routeurs pour Machines Informatiques	
Commutateur complet pour réseau local pour Système Informatique	
Redresseurs 48 v DC	
Onduleurs	
Batteries Ni - cd < 270 A/h - 48 Vcc	
Autocommutateurs (Standard Téléphonique)	
Modems	
Armoires comportant des Appareils pour la Télécommunication par Courant Porteur de Ligne (CPL) intégrées	
Armoires comportant des appareils pour la Télécommunication Numérique & Multiplexeurs Primaires intégrées	
Répartiteurs	
Equipements d'émission reception complet	
Système de Synchronisation (GPS) complet	
Circuit Bouchons, Téléprotections & circuit de couplage & les coffrets associés	
Armoires " RTU "-Armoires de télécommandes à distance complètes	
Pupitres pour la Salle de Contrôle	
Câbles Coaxiaux de type GSTA + ATE	
Câbles de Fibres Optiques	
Video - Projecteurs	
Ecrans composés de cubes de 67 pouces	
Equipements pour mesure des grandeurs électriques (Multimètre optique, Simulateur, testeur de données)	
TOTAL	24 142 857
<u>POSTES BLINDES H T</u>	
Gaz SF6	
Barres en Cuivre & nécessaires de raccordement	
Câbles en cuivre & nécessaires de Raccordement	
Raccords en Aluminium (Aluminium + magnésium)	
Tubes en Aluminium & nécessaires de raccordement	
Barres en Aluminium & nécessaires de raccordement	
Câbles non Isolé HT ALMELEC (alliage d'Aluminium) de section 850 mm²	
Câbles en Cuivre de mise à la terre 120 mm²	
Onduleurs	
Pompes pour Mise à Vide et Remplissage Gaz SF6 des Cellules blindées 11 - 33 et 90 Kv complètes	
Unités de traitement de l'information pour contrôle commande numérique équipées d'interface et logiciels spécifiques	
Transformateurs de mesure HT 90 KV - Puissance : 75 VA	
Transformateurs d'Injection 11 & 33 Kv pour Télécommande centralisée	
Inductances 11 KV & 33 KV	
Générateurs de Fréquence	
Chargeurs pour Batteries 127 V & 48 V	
Système de synchronisation GPS complet	
Batteries 127 Vcc et 48 Vcc Ni - Cd complètes	
Condensateurs 11 Kv & 33 Kv	
Disjoncteurs 11 Kv & 33 Kv à coupure dans le gaz SF6	
Sectionneurs 11 Kv & 33 Kv à coupure dans le gaz SF6	
Parafoudres H T 90 Kv	
Boîtes à Câbles 90 Kv, 33 Kv & 11 Kv	
Matériels de Raccordement H T (Pincés d'ancrage, raccords...)	

DESIGNATION DES EQUIPEMENTS	VALEUR EN DINARS TUNISIEN
Composantes pour tableaux électriques (Relais Auxiliaires, Relais de Protection 127 V, Relais de commande...)	
Baies de Commande locales complètes spécifiques pour postes blindés	
Cellules Blindées 11 Kv & 33 Kv isolées dans le Gaz SF6 complètes	
Cellules Blindées 90 Kv Isolées dans le Gaz SF6 complètes	
Câbles Armés Unipolaire Isolés XLPE RETICULATION SECHE 11 Kv en Cuivre de section 630 mm ²	
Câbles Armés Unipolaire Isolés XLPE RETICULATION SECHE 36 Kv en Cuivre de section 300 mm ²	
Câbles Armés Unipolaire Isolés XLPE RETICULATION SECHE 90 Kv en Cuivre de section 240 mm ²	
Câbles à Fibres Optiques	
Isolateurs Supports en Céramique complets	
Ecran LCD 40 pouces	
Appareils de Mesure d'Humidité du gaz SF6 (hygromètre)	
Compteurs d'Energie Multi tarif	
Equipements pour mesure des grandeurs électriques	
TOTAL	138 615 751
POSTES CONVENTIONNELS	
Barres en Cuivre & nécessaires de raccordement	
Câbles en cuivre & nécessaires de raccordement	
Tubes en Alliage d'Aluminium AGS (Aluminium + magnésium)	
Barres en Alliage d'Aluminium AGS (Aluminium + magnésium)	
Raccords en Aluminium AGS (Aluminium + magnésium)	
Appareils pour Traitement de l'Information à Commande Numériques complètes	
Transformateurs de Tension 225 - 150 - 90 et 33 Kv Puissance < 75 VA (Transformateur de Mesure)	
Transformateurs de Courant 225 - 150 - 90 et 33 Kv Puissance < 75 VA (Transformateur de Mesure)	
Redresseurs 48 - 128 Vcc complets	
Convertisseurs de Fréquences	
Transformateurs d'Injection 11 & 33 Kv pour Télécommande centralisée	
Batteries 48 - 127 Vcc Ni Cd complètes	
Condensateurs 33 KV	
Disjoncteurs 33 Kv à coupure dans le gaz SF6	
Disjoncteurs 225 - 150 et 90 Kv	
Sectionneurs 225 - 150 et 90 Kv	
Boîtes d'Extrémités et de Jonction pour Câbles MT	
Cellules Blindées 33 Kv isolées dans le gaz SF 6 complètes	
Composants pour Tableaux Electriques	
Câbles Armés Unipolaire Isolés XLPE RETICULATION SECHE 36 Kv en Cuivre de section 300 mm ²	
Isolateurs en Verre	
Isolateurs en Porcelaine	
Gaz SF6	
Equipements pour mesure des grandeurs électriques	
TOTAL	56 058 507

DESIGNATION DES EQUIPEMENTS	VALEUR EN DINARS TUNISIEN
LISTE COMPLEMENTAIRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES A L'AMENAGEMENT DU RESEAU DE TRANSPORT DE L'ELECTRICITE	
LIGNES AERIENNES	
Câble conducteur 411 mm ²	
Câble de garde en acier galvanisé - section 79 mm ²	
TOTAL	11 475 000
TOTAL GENERAL	230 292 115

Décret n° 2006-2365 du 28 août 2006, portant expropriation, pour cause d'utilité publique, de parcelles de terrain sises à Hammamet, gouvernorat de Nabeul nécessaires à la construction de la rocade reliant Dar Chaâbane Elfehri, Nabeul et Hammamet dans son tronçon sis à la délégation de Hammamet.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières,

Vu la loi n° 76-85 du 11 août 1976, portant refonte de la législation relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifiée et complétée par la loi n° 2003-26 du 14 avril 2003,

Vu le décret n° 2003-1551 du 2 juillet 2003, fixant la composition, les attributions et les modalités de fonctionnement de la commission de reconnaissance et de conciliation en matière d'expropriation,

Vu l'avis des ministres de l'intérieur et du développement local et de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire,

Vu le rapport de la commission de reconnaissance et de conciliation du gouvernorat de Nabeul,

Considérant que les dispositions de l'article 11 (nouveau) de la loi n° 76-85 du 11 août 1976, portant refonte de la législation relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifiée et complétée par la loi n° 2003-26 du 14 avril 2003, ci-dessus mentionnée, ont été accomplies.

Décète :

Article premier. - Sont expropriées pour cause d'utilité publique, au profit de l'Etat, en vue d'être incorporées au domaine public routier, pour être mises à la disposition du ministère de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire, des parcelles de terrain sises à Hammamet, gouvernorat de Nabeul nécessaires à la construction de la rocade reliant Dar Chaâbane Elfehri, Nabeul et Hammamet dans son tronçon sis à la délégation de Hammamet, entourées d'un liséré rouge sur les plans annexés au présent décret et présentées au tableau ci-après :

N° d'ordre	N° de la parcelle sur le plan	N° du titre foncier	Superficie totale de l'immeuble	Superficie expropriée	Noms des propriétaires
1	431 conforme aux parcelles 1 et 2 du plan du titre foncier n° 526787 Nabeul	526787 Nabeul	2h68a70ca	01a20ca 2h67a50ca (la totalité de l'immeuble)	1-Mokhtar 2-Gharbi 3-Mehrez 4-Jilani 5-Khemais 6-Mariem 7-Aïcha (ou ïcha) 8-Khïra les huit enfants de Salah ben Mansour ben Hamida Waili 9-Charifa bent Ali ben Hamida Waili 10-Chadhlia 11-Saïda 12-Henda 13-Saber 14-Saloua 15-Slah 16-Donia 17-Lassaâd 18-Zied, les neuf derniers enfants de Mohamed ben Salah Mansour Waili 19-Rachid ben Habib ben Brahim 20-Ali ben Mohamed Ghaouari 21-Roukaya bent Belkacem Dachraoui 22-Abdeljalil ben Habib ben Younes 23-Salah ben Siffi ben Tayeb Belgharbi 24-Khalifa ben Mohamed Kassabi 25-Mounira bent Mehrez Waili 26-Akrami ben Lafi Jlassi 27-Sahbi ben Mohamed ben Salah Testouri 28-Saïda bent Rajab Benaous 29-Hammadi ben Mahmoud ben Hassan ben Mansour 30-Kaouthar bent Mohamed ben Salah Testouri 31-Rabiâ bent Youssef ben Tahar Bardia 32-Brahim ben Abdelkader ben Othmane Zribi 33-Mohamed Ali ben Omar ben Ali ben Haj Houssine Ouelati 34-Omar ben Amara ben Mohamed Gharsallaoui 35-Jilani ben Mohamed ben Omar Mahbouli 36-Baghdadi 37-Youssef les deux derniers enfants de Nasr ben Mohamed Gharsallah Zyadi 38-Ammar ben Ali ben Mohamed Hadidi 39-Chaker ben Salah ben Rabeh ben Mohamed Boughanmi 40-Zohra bent Salah ben Haj Rabeh Zidi 41-Chokri 42-Habib les deux derniers enfants de Mehrez ben Salah Waili 43-

					Naima bent Mohamed ben Hammouda Chaib 44-Ahmed ben Mohamed ben Arbi Outslati 45-Amira ben Fraj ben Amira Aounallah 46-Mohsen ben Ahmed ben Khemais Gorrab 47-Mahjoub ben Mohamed ben Youssef Ayari 48-Samira bent Ahmed Bannour 49-Mahbouba bent Mohamed Saleh Khlifi 50-Massaouda bent Ali ben Amara Azouzi 51-Ezzedine ben Abdelkader ben Othmen Zribi 52-Nadra bent Mohamed Habib ben Mahmoud ben Saleh Helal, copropriétaires avec la société nationale d'exploitation et de distribution des eaux
2	432 conforme à la parcelle 1 du plan du titre foncier n° 510044 Nabeul	510044 Nabeul	1h51a70ca	20a70ca	1-Khemais 2-Mokhtar 3-Gharbi 4-Mehrez 5-Jilani 6-Icha ou Aïcha 7-Mariam 8-Khira les huit enfants de Salah ben Mansour ben Hamida Waili 9-Wahida bent Mokhtar ben Salah Waili 10-Belkacem ben Mohamed Salah ben Mohamed Ragoubi 11-Massaoud ben Mohamed ben Ali Kassabi 12-Mouldia bent Mokhtar ben Salah Waili 13-Abdessattar ben Ahmed ben Younes Jamini 14-Charifa bent Ali ben Hamida Waili 15-Chadhlia 16-Saïda 17-Henda 18-Saloua 19-Donia 20-Saber 21-Slah 22-Lassâad 23-Zied, les neuf derniers enfants de Mohamed ben Salah Mansour 24-Naceur ben Salah ben Mohamed Bejaoui 25-Hadia bent Sebti Karamti 26-Habib ben Tayeb ben Gouider ben Hassan 27-Nadia bent Brahim ben Mohamed Barkallah 28-Ridha ben Ahmed ben Haj Ahmed Walha 29-Slaheddine ben Mohamed Chemengui 30-Belkacem ben Sadok ben

					Belkacem Raissi 31-Fraj ben Ali ben Fraj Gharairi 32-Naziha bent Ahmed Doufani 33-Faouzi ben Mohamed ben Nasr Nefzi 34-Abdelhak ben Radhi ben Hassan Boughazela 35-Sadika bent Habib ben Sadok Sahraoui 36-Hedi ben Mohamed ben Ayed ben Sassi 37-Najoud bent Habib Tabai 38-Mohamed ben Ali ben Sadok Marrakchi 39-Naziha bent Mohamed ben Sami Mazid 40-Ahmed ben Ammar ben Mohamed ben Said 41-Henda bent Mohamed Salah Rabaï 42-Jalal ben Mohamed ben Alaya Zamni 43-Mohamed ben Ali ben Mohamed Hadidi 44-Leila bent Habib ben Mohamed Amara 45-Samia 46-Feiza les deux dernieres filles de Tahar ben Tahar ben Mohamed Dridi 47-Mohamed Salah ben Salah ben Haj Rabeh Zouari 48-Ali ben Sebti Hammami 49-Boutheina bent Mohamed Bouraoui 50-Habib ben Mohamed ben Ahmed Charni, coproprietaires avec la société nationale d'exploitation et de distribution des eaux
3	433 conforme à la parcelle 3 du plan du titre foncier n° 558529 Nabeul	558529 Nabeul	3h29a99ca	55a55ca	1-Mahmoud ben Ahmed Fourati 2-Ouassila bent Taher Fourati, coproprietaires avec la société nationale d'exploitation et de distribution des eaux
4	445 conforme à la parcelle 1 du plan du titre foncier n° 510013 Nabeul	510013 Nabeul	54a16ca	21a88ca	1-Mehrezia 2-Habiba les deux filles de Mohamed ben Haj Abdallah Bouaskar 3-Khadouja bent Khemais ben Mohamed Bouaskar 4-Ouïded 5-Mohamed 6-Ahlem 7-Oualid 8-Arbi 9-Slim les six derniers enfants de Abdelmajid ben Mohamed ben Haj Abdallah Bouaskar 10-

					Khira bent Abdessalem ben Mohamed Bouaskar , copropriétaires avec la société nationale d'exploitation et de distribution des eaux
5	450 conforme à la parcelle 1 du plan du titre foncier n° 510005 Nabeul	510005 Nabeul	1h15a26ca	2a17ca	1-Fathia bent Ismail ben Idris Hajem 2-Abdessalem 3-Omar les deux derniers enfants de Khemais Bouaskar 4-Chalbia bent Mohamed ben Salem Bouasker 5-Hedia 6-Moufida 7-Touhami 8-Rabeh les quatre derniers enfants de Mohamed ben Khemais Bouaskar 9-Mannoubi 10-Salem les deux derniers enfants de Brahim ben Khemais Bouaskar 11-Dalila bent Jdidi ben Khemais Bouaskar 12-Heikal ben Mohamed ben Boubaker Jbenyani 13-Wissam 14-Moez les deux derniers enfants de Houssine ben Ahmed Safta 15-Ezzeddine ben Mohamed ben Salah Moualhi, copropriétaires avec la société nationale d'exploitation et de distribution des eaux
6	452 conforme à la parcelle 1 du plan du titre foncier n° 537335 Nabeul	537335 Nabeul	16h91a14ca	09a37ca	1-Mohamed ben Khemais ben Salem Bouaskar 2-Mannoubi 3-Salem les deux derniers enfants de Brahim ben Khemais Bouaskar 4-Dalila bent Jdidi ben Khemais Bouaskar 5-Fathia bent Ismail ben Idris Hajjam 6-Khemais 7-Rjab 8-Abdennabi 9-Wahida 10-Mohamed Najib 11-Halima les six derniers enfants de Omar ben Khemais Bouaskar 12-Mtira bent Salah ben Salem Bououn 13-Aichoucha 14-Mariam 15-Jamila 16-Abdelaziz 17-Mahjoub 18-Abdelouahab 19-Abderraouf 20-Fahima, les huit derniers enfants de Abdessalem ben Khemais

					Bouaskar 21-Abdessalem 22-Lamia 23-Charfeddine les trois derniers enfants de Abdennabi ben Abdessalem Bouaskar
7	456 conforme à la parcelle 1 du plan du titre foncier n°510017 Tunis S2	510017 Tunis S2	45a52ca	30a86ca	1-Omar ben Mohamed ben Omar Hachlef 2-Anis 3-Ayman les deux derniers de Houssine ben Mohamed Hachlaf, copropriétaires avec la société nationale d'exploitation et de distribution des eaux
8	457 conforme à la parcelle 1 du plan titre foncier n° 510018 Nabeul	510018 Nabeul	20a11ca	02a41ca	Omar ben Omar ben Mohamed Boukassila
9	468 conforme à la parcelle 1 du plan du titre foncier n° 510039 Nabeul	510039 Nabeul	09a86ca	05a42ca	1- Faouzia 2-Abdelmajid 3- Jamel les trois enfants de Abdennabi ben Mrad Mrad, copropriétaires avec la société nationale d'exploitation et de distribution des eaux
10	469 conforme à la parcelle 1 du plan du titre foncier n° 500298 Nabeul	500298 Nabeul	10a31ca	09a98ca	1-Faouzia 2- Abdelmajid 3- Jamel les trois enfants de Abdenabi ben mrad ben Houssine Mrad
11	475 conforme à la parcelle 1 du plan du titre foncier n° 24007	24007	63a72ca	19a79ca	Matir ben Salah ben Hamda ben Ismail
12	476 conforme à la parcelle 1 du plan du titre foncier n° 29761 Nabeul	29761 Nabeul	09a72ca	08a03ca	Fatouma bent Ismail ben Ahmed Khdhira
13	477	29811	09a91ca	01a31ca	Khalil ben Mohamed ben Khalil

	conforme à la parcelle 1 du plan du titre foncier n° 29811 Nabeul	Nabeul			Chok
14	478 conforme à la parcelle 1 du plan du titre foncier n° 528351 Nabeul	528351 Nabeul	09a68ca	02a15ca	1-Mohamed ben Akrami ben Mohamed Bougatf Chrigui 2-Ali 3- Omar les deux derniers enfants de Akrami ben Mohamed Chrigui 4-Abdelkader ben Ahmed ben Abderrahmane Saâdaoui 5-Aziza bent Mabrouk ben Mahmoud Amari
15	481 conforme à la parcelle 3 du plan du titre foncier n° 510033 Nabeul	510033 Nabeul	1h20a98ca	06a85ca	Youssef ben Brahim ben Youssef Mrad
16	491 partie conforme à la parcelle 10 et 16 du plan du titre foncier n° 29947 Nabeul	29947 Nabeul	17a66ca	04a91ca 00a93ca	1-Leila bent Hassan ben Hamda Ferjani 2-Rachida bent Mohamed ben Hamda Mrad 3-Najla 4-Nahla 5-Afifa les trois dernières filles de Abdelkader ben Othmane Mrad 6-Aroussia bent Abderrahmane Bichiou 7-Riadh ben Chedhli ben Othmane Mrad
17	491 partie conforme à la parcelle 12 du plan du titre foncier n° 560084 Nabeul	560084 Nabeul	25a20ca	01a14ca	Riadh ben Chedhli ben Othmane Mrad
18	491 partie conforme à la parcelle 14 du plan du titre foncier n° 560088 Nabeul	560088 Nabeul	7a34ca	03a11ca	Samah bent Abdelkader ben Othmane Mrad

19	492 conforme à la parcelle 1 du plan du titre foncier n° 500299 Nabeul	500299 Nabeul	5h31a98ca	1h52a10ca	Latifa bent Houssine ben Mohamed Roman
20	494 conforme à la parcelle 1 du plan du titre foncier n° 39291 Nabeul	39291 Nabeul	1h17a10ca	13a61ca	1-Moncef 2-Zoubaida 3-Mounji 4-Rachida 5-Moufida 6-Rafika 7-Naima 8-Nadhir les huit enfants de Abdelkader ben Hamada ben Khalil Rouman, copropriétaires avec la société nationale d'exploitation et de distribution des eaux
21	496 conforme à la parcelle 1 du plan du titre foncier n° 509989 Nabeul	509989 Nabeul	43a21ca	29a36ca	1-Naziha bent H'mida ben youssef Ismail 2-Hatem 3- Nahla 4-Saousan 5-Othmane les quatre derniers enfants de Mohamed ben Othmane ben Omar Ismail 6-Zoubaida bent Abdelkader ben Omar Ismail 7- Faïçal ben Omar ben Othmane Ismail
22	499 conforme à la parcelle 3 du plan du titre foncier n° 509985 Nabeul	509985 Nabeul	81a42ca	34a70ca	1-Fadhila bent Abdelkader Ismail 2-Soundes 3-Sadok 4- Sami les trois derniers enfants de Hassan ben Sadok ben Hassan Ismail 5-Farid ben Ahmed ben Said Lithi 6- Mohamed Houssine ben Mohamed Sghayer ben Houssine Mofti 7-Ismail ben Boubakr ben Afif Harabi, copropriétaires avec la société nationale d'exploitation et de distribution des eaux
23	500 conforme à la parcelle 3 du plan du titre foncier n° 510065 Nabeul	510065 Nabeul	42a80ca	17a21ca	1-Habib ben Ayed Châabahi 2- Hassan 3-Khadija les deux derniers enfants de Ayed ben Ahmed Châabani
24	501	29576 Nabeul	42a67ca	25a24ca	1-Khadija bent Hamida ben Fraj 2-Fadhila 3-Ridha 4-Nour 5-

	La parcelle à 1 du plan du titre foncier n° 29576 Nabeul				Jalila 6-Fathia7-Abdelkader 8- Baya 9-Hedi, les huit derniers enfants de Khemais ben Kilani Zayan
25	503 conforme à parcelle 1 du plan du titre foncier n° 29577 Nabeul	29577 Nabeul	24a04ca	09a87ca	Chadhlia bent Abdessalem ben Mrad Mrad

Art. 2. - Sont également expropriés, tous les droits mobiliers et immobiliers qui grèvent ou pourraient grever lesdites parcelles.

Art. 3. - Les ministres de l'intérieur et du développement local, des domaines de l'Etat et des affaires foncières et de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 28 août 2006.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 2006-2366 du 28 août 2006, portant homologation des rapports définitifs de la commission de reconnaissance et de délimitation des terrains relevant du domaine privé de l'Etat du gouvernorat de Nabeul (délégations de Grombalia, El Haouaria, Hammam Laghzaz, Menzel Temime, Korba, Nabeul et Beni Khiair).

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières,

Vu le décret du 18 juin 1918, relatif à la gestion et à l'aliénation du domaine privé immobilier de l'Etat et notamment ses articles 1^{er} (paragraphe 2 de l'alinéa 2) et de 5 à 12,

Vu la loi n° 65-5 du 12 février 1965, portant promulgation du code des droits réels, modifiée et complétée par la loi n° 92-46 du 4 mai 1992, par la loi n° 97-68 du 27 octobre 1997 et par la loi n° 2001-35 du 17 avril 2001 (et notamment les articles 16, 17, 18, 19, 22 et 23),

Vu la loi n° 92-44 du 4 mai 1992, portant transfert de certaines attributions des ministres des finances et de l'agriculture au ministre chargé des domaines de l'Etat et des affaires foncières,

Vu le décret n° 90-999 du 11 juin 1990, fixant les attributions du ministère des domaines de l'Etat et des affaires foncières,

Vu le décret n° 91-1270 du 27 août 1991, relatif à la délimitation des terrains relevant du domaine privé de l'Etat dans certaines délégations du gouvernorat de Nabeul,

Vu le décret n° 91-1494 du 21 octobre 1991, relatif au report des opérations de reconnaissances et de délimitations du gouvernorat de Nabeul,

Vu le décret n° 93-1071 du 3 mai 1993, relatif à la délimitation des terrains relevant du domaine privé de l'Etat dans le reste des délégations du gouvernorat de Nabeul,

Vu les procès-verbaux relatifs aux travaux de la commission de reconnaissance et de délimitation des terrains relevant du domaine privé de l'Etat du gouvernorat de Nabeul en date du 15 novembre et 9 décembre 2005, 11 janvier, 7, 12, 17 et 23 février et 2, 6, 9 et 22 mars 2006.

Décète :

Article premier. - Sont homologués, les procès-verbaux susvisés, ci-joints, déterminant la consistance et la situation juridique des immeubles relevant du domaine privé de l'Etat sis au gouvernorat de Nabeul (délégations de Grombalia, El Haouaria, Hammam Laghzaz, Menzel Temime, Korba, Nabeul et Beni Khiair) indiqués aux plans annexés au présent décret et au tableau ci-après :

N° d'ordre	Nom de l'immeuble comportant des constructions ou de la parcelle de terre	Localisation	Superficie en m²	N° T.P.D
1	Sans nom	Secteur de Grombalia Délégation de Grombalia	539	20294
2	Sans nom	Secteur d'El Haouaria Délégation d'El Haouaria	179	31855
3	Sans nom	Secteur d'Ettouta Délégation de Grombalia	701	21784
4	Sans nom	Secteur de Hammam Laghzaz Délégation de Hammam Laghzaz	177	31857
5	Sans nom	Secteur d'Erraïne Délégation de Menzel Temime	1221	33204
6	Sans nom	Secteur d'Erraïne Délégation de Menzel Temime	1352	33207
7	Sans nom	Secteur d'Erraïne Délégation de Menzel Temime	2221	33208
8	Sans nom	Secteur d'Erraïne Délégation de Menzel Temime	984	33209

N° d'ordre	Nom de l'immeuble comportant des constructions ou de la parcelle de terre	Localisation	Superficie en m²	N° T.P.D
9	Sans nom	Secteur d'Erraïne Délégation de Menzel Temime	5339	33210
10	Sans nom	Secteur de Korba Délégation de Korba	35	32615
11	Sans nom	Secteur Ali belhouane Délégation de Menzel Temime	489	26216
12	Sans nom	Secteur d'El Hadaïk Délégation de Nabeul	231	30156
13	Sans nom	Secteur d'El Maâmoura Délégation de Beni Khia	1045	31858
14	Zaouiet Sidi Ali Maâouia	Secteur de Korba Ouest Délégation de Korba	430	20614

Art. 2. - Le ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 28 août 2006.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 2006-2367 du 28 août 2006, portant homologation des procès-verbaux de la commission de reconnaissance et de délimitation des terrains relevant du domaine privé de l'Etat du gouvernorat de Mahdia (délégations d'El Djem, Mahdia, Bou Merdès et Sidi Alouane).

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières,

Vu le décret du 18 juin 1918, relatif à la gestion et à l'aliénation du domaine privé immobilier de l'Etat et notamment ses articles 1^{er} (paragraphe 2 de l'alinéa 2) et 5 à 12,

Vu la loi n° 65-5 du 12 février 1965, portant promulgation du code des droits réels, modifiée et complétée par la loi n° 92-46 du 4 mai 1992, par la loi n° 97-68 du 27 octobre 1997 et par la loi n° 2001-35 du 17 avril 2001 (et notamment les articles 16, 17, 18, 19, 22 et 23),

Vu la loi n° 92-44 du 4 mai 1992, portant transfert de certaines attributions des ministres des finances et de l'agriculture au ministre chargé des domaines de l'Etat et des affaires foncières,

Vu le décret n° 90-999 du 11 juin 1990, fixant les attributions du ministère des domaines de l'Etat et des affaires foncières,

Vu le décret n° 91-1269 du 27 août 1991, relatif à la délimitation des terrains relevant du domaine privé de l'Etat dans certaines délégations du gouvernorat de Mahdia,

Vu le décret n° 91-1495 du 21 octobre 1991, relatif au report des opérations de reconnaissances et de délimitations du gouvernorat de Mahdia,

Vu le décret n° 93-1072 du 3 mai 1993, relatif à la délimitation des terrains relevant du domaine privé de l'Etat dans le reste des délégations du gouvernorat de Mahdia,

Vu les deux procès-verbaux relatifs aux travaux de la commission de reconnaissance et de délimitation des terrains relevant du domaine privé de l'Etat sis au gouvernorat de Mahdia en date des 24 octobre et 12 décembre 2005 et 23 janvier, 24 avril et 23 mai 2006.

Décète :

Article premier. - Sont homologués, les deux procès-verbaux susvisés, ci-joints, déterminant la consistance et la situation juridique des immeubles relevant du domaine privé de l'Etat sis au gouvernorat de Mahdia (délégations d'El Djem, Mahdia, Bou Merdès et Sidi Alouane) indiqués aux plans annexés au présent décret et au tableau ci-après :

N° d'ordre	Nom de l'immeuble comportant des constructions ou de la parcelle de terre	Localisation	Superficie en m²	N° T.P.D
1	Sans nom	Secteur d'El Mourabtine Délégation d'El Djem	3093	11521
2	Sans nom	Secteur d'Essaâd Délégation de Mahdia	6404	16077
3	Sans nom	Secteur de Karker Délégation de Bou Merdès	14203	16078
4	Sans nom	Secteur de Bou Merdès Délégation de Bou Merdès	304	20501
5	Sans nom	Secteur de Bou Merdès Délégation de Bou Merdès	342	21851
6	Sans nom	Secteur de Zalba Est Délégation de Sidi Alouane	872	23672

Art. 2. - Le ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 28 août 2006.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 2006-2368 du 28 août 2006, portant homologation des procès-verbaux de la commission de reconnaissance et de délimitation des terrains relevant du domaine privé de l'Etat du gouvernorat de Tozeur (délégation de Dégouèche).

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières,

Vu le décret du 18 juin 1918, relatif à la gestion et à l'aliénation du domaine privé immobilier de l'Etat et notamment ses articles 1^{er} (paragraphe 2 de l'alinéa 2) et de 5 à 12,

Vu la loi n° 65-5 du 12 février 1965, portant promulgation du code des droits réels, modifiée et complétée par la loi n° 92-46 du 4 mai 1992, par la loi n° 97-68 du 27 octobre 1997 et par la loi n° 2001-35 du 17 avril 2001 (et notamment les articles 16, 17, 18, 19, 22 et 23),

Vu la loi n° 92-44 du 4 mai 1992, portant transfert de certaines attributions des ministres des finances et de l'agriculture au ministre chargé des domaines de l'Etat et des affaires foncières,

Vu le décret n° 90-999 du 11 juin 1990, fixant les attributions du ministère des domaines de l'Etat et des affaires foncières,

Vu le décret n° 98-1698 du 31 août 1998, relatif à la délimitation des terrains relevant du domaine privé de l'Etat dans les délégations du gouvernorat de Tozeur,

Vu le décret n° 99-93 du 11 janvier 1999, relatif au report des opérations de reconnaissances et de délimitations du gouvernorat de Tozeur,

Vu les procès-verbaux relatifs aux travaux de la commission de reconnaissance et de délimitation des terrains relevant du domaine privé de l'Etat du gouvernorat de Tozeur en date du 9 mai 2006.

Décrète :

Article premier. - Sont homologués, les procès-verbaux susvisés, ci-joints, déterminant la consistance et la situation juridique des immeubles relevant du domaine privé de l'Etat sis au gouvernorat de Tozeur (délégation de Dégouèche) indiqués aux plans annexés au présent décret et au tableau ci-après :

N° d'ordre	Nom de l'immeuble comportant des constructions ou de la parcelle de terre	Localisation	Superficie en m²	N° T.P.D
1	Aïn Karmous	Secteur de Sabaâ Abar Délégation de Dégouèche	43537	29491
2	Aïn Lahmadi	Secteur de Sabaâ Abar Délégation de Dégouèche	37168	29490
3	Ayoun Dégouèche	Secteur de Dégouèche Nord Délégation de Dégouèche	45401	29492
4	Aïn Hamraya	Secteur de Sabaâ Abar Délégation de Dégouèche	9886	29494

N° d'ordre	Nom de l'immeuble comportant des constructions ou de la parcelle de terre	Localisation	Superficie en m²	N° T.P.D
5	Aïn Beljana	Secteur de Déguèche Sud Délégation de Déguèche	5872	29620
6	Aïn Jemâa	Secteur de Sabaâ Abar Délégation de Déguèche	15570	29622
7	Aïn Djedid	Secteur de Déguèche Sud Délégation de Déguèche	3693	29623
8	Aïn Harchane	Secteur de Sabaâ Abar Délégation de Déguèche	5194	29679

Art. 2. - Le ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 28 août 2006.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 2006-2369 du 28 août 2006, portant homologation des procès-verbaux de la commission de reconnaissance et de délimitation des terrains relevant du domaine privé de l'Etat du gouvernorat de Médenine (délégations de Médenine Sud et Djerba Midoun).

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières,

Vu le décret du 18 juin 1918, relatif à la gestion et à l'aliénation du domaine privé immobilier de l'Etat et notamment ses articles 1^{er} (paragraphe 2 de l'alinéa 2) et de 5 à 12,

Vu la loi n° 65-5 du 12 février 1965, portant promulgation du code des droits réels, modifiée et complétée par la loi n° 92-46 du 4 mai 1992, par la loi n° 97-68 du 27 octobre 1997 et par la loi n° 2001-35 du 17 avril 2001 (et notamment les articles 16, 17, 18, 19, 22 et 23),

Vu la loi n° 92-44 du 4 mai 1992, portant transfert de certaines attributions des ministres des finances et de l'agriculture au ministre chargé des domaines de l'Etat et des affaires foncières,

Vu le décret n° 90-999 du 11 juin 1990, fixant les attributions du ministère des domaines de l'Etat et des affaires foncières,

Vu le décret n° 2001-1554 du 2 juillet 2001, relatif à la délimitation des terrains relevant du domaine privé de l'Etat dans les délégations du gouvernorat de Médenine,

Vu les procès-verbaux relatifs aux travaux de la commission de reconnaissance et de délimitation des terrains relevant du domaine privé de l'Etat du gouvernorat de Médenine en date du 28 octobre 2005.

Décète :

Article premier. - Sont homologués, les procès-verbaux susvisés, ci-joints, déterminant la consistance et la situation juridique des immeubles relevant du domaine privé de l'Etat sis au gouvernorat de Médenine (délégations de Médenine Sud et Djerba Midoun) indiqués aux plans annexés au présent décret et au tableau ci-après :

N° d'ordre	Nom de l'immeuble comportant des constructions ou de la parcelle de terre	Localisation	Superficie en m²	N° T.P.D
1	Sans nom	Secteur de Médenine Sud Délégation de Médenine Sud	7229	24055
2	Sans nom	Secteur de Beni Maâguel Délégation de Djerba Midoun	2672	25462
3	Sans nom	Secteur de Sedouikech Délégation de Djerba Midoun	2380	25467

Art. 2. - Le ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 28 août 2006.

Zine El Abidine Ben Ali

NOMINATION

Par décret n° 2006-2370 du 28 août 2006.

La classe exceptionnelle à l'emploi de directeur général est accordée à Monsieur Ezzedine Ksontini, administrateur général chargé de mission au cabinet du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

Décret n° 2006-2371 du 28 août 2006, portant changement de la vocation de deux parcelles de terre classées en autres zones agricoles au gouvernorat de Médenine.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques,

Vu la loi n° 83-87 du 11 novembre 1983, relative à la protection des terres agricoles, telle que modifiée et complétée par la loi n° 90-45 du 23 avril 1990 et par la loi n° 96-104 du 25 novembre 1996,

Vu le code de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, promulgué par la loi n° 94-122 du 28 novembre 1994, tel que modifié et complété par la loi n° 2003-78 du 29 décembre 2003,

Vu le décret n° 84-386 du 7 avril 1984, fixant la composition et les modalités de fonctionnement des commissions techniques consultatives régionales des terres agricoles tel que modifié et complété par le décret n° 93-2600 du 20 décembre 1993, par le décret n° 98-2256 du 16 novembre 1998 et par le décret n° 2001-710 du 19 mars 2001,

Vu le décret n° 88-691 du 7 mars 1988, fixant les zones de sauvegarde des terres agricoles du gouvernorat de Médenine,

Vu le décret n° 2001-419 du 13 février 2001, fixant les attributions du ministère de l'agriculture,

Vu le décret n° 2005-1991 du 11 juillet 2005, relatif à l'étude d'impact sur l'environnement et fixant les catégories d'unités soumises à l'étude d'impact sur l'environnement et les catégories d'unités soumises aux cahiers des charges,

Vu l'avis de la commission technique consultative régionale des terres agricoles du gouvernorat de Médenine consigné dans le procès-verbal de sa réunion du 3 septembre 2004,

Vu l'avis du ministre de l'intérieur et du développement local,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décrète :

Article premier. - Est changée, la vocation des deux parcelles de terre agricole, faisant partie du domaine privé de l'Etat d'une superficie de 27ha 38 ares 32ca dont 23ha 43 ares 12ca, faisant partie du titre foncier n° 14089 Médenine et une parcelle non immatriculée d'une superficie de 3ha 95 ares 20ca, classées en autres zones agricoles, sises dans la région d'El Fja à la délégation de Médenine Sud au gouvernorat de Médenine, telles qu'elles sont indiquées sur le plan annexé au présent décret, et ce, pour l'implantation d'un complexe universitaire.

Art. 2. - Les plans d'aménagement urbain doivent prendre en considération les dispositions prévues par le présent décret.

Art. 3. - Le ministre de l'intérieur et du développement local et le ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 28 août 2006.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 2006-2372 du 28 août 2006, portant approbation de la concession de l'utilisation des eaux de la source de Aïn El Maâden sise à la délégation de Nefza au gouvernorat de Béja.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques,

Vu le code des eaux, promulgué par la loi n° 75-16 du 31 mars 1975, modifié et complété par les textes subséquents, notamment la loi n° 2001-116 du 26 novembre 2001 et notamment l'article 53 (troisièmement du dit code),

Vu la loi n° 75-58 du 14 juin 1975, portant création de l'office de thermalisme, telle que modifiée et complétée par la loi n° 89-102 du 11 décembre 1989,

Vu le décret n° 78-557 du 24 mai 1978, fixant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission du domaine public hydraulique,

Vu le décret n° 78-814 du 1^{er} septembre 1978, fixant les conditions de recherche et d'exploitation des eaux sous terraines,

Vu l'arrêté des ministres des finances et de l'agriculture du 24 juillet 1991, fixant les redevances pour utilisation des eaux et des sables du domaine public hydraulique,

Vu l'avis de la commission du domaine public hydraulique consigné dans le procès-verbal de sa réunion du 27 juin 2005,

Vu l'avis des ministres de la santé publique et du tourisme,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décrète :

Article premier. - Est approuvée, la concession de l'utilisation des eaux de la source de Aïn El Maâden sise à la délégation de Nefza au gouvernorat de Béja, conformément aux clauses de la convention annexée au présent décret, conclue entre le ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques et Monsieur Saïdi Belgacem directeur général de la station thermale Amine, Aïn El Maâden, Nefza et au conditions prévues par le cahier de charges annexé à cette convention.

Art. 2. - Les ministres de l'agriculture et des ressources hydrauliques, de la santé publique et du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 28 août 2006.

Zine El Abidine Ben Ali

**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

NOMINATIONS

Par décret n° 2006-2373 du 28 août 2006.

Monsieur Noureddine Ben Rejeb, conseiller des services publics, est nommé directeur général de l'agence nationale de protection de l'environnement, et ce, à compter du 18 juillet 2006.

Par décret n° 2006-2374 du 28 août 2006.

Madame Zeined Belkhir, ingénieur en chef, est nommée dans le grade d'ingénieur général au ministère de l'environnement et du développement durable.

**MINISTERE DE L'INDUSTRIE,
DE L'ENERGIE ET DES PETITES
ET MOYENNES ENTREPRISES**

MAINTIEN EN ACTIVITE

Par décret n° 2006-2375 du 28 août 2006.

Monsieur Ahmed Lakhoua, conseiller des services publics, est maintenu en activité pour une période d'un an, à compter du 1^{er} octobre 2006.

Par décret n° 2006-2376 du 28 août 2006.

Monsieur M'hamed Chaouch est maintenu en activité dans le secteur public pour une année, à compter du 1^{er} novembre 2006.

**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT,
DE L'HABITAT ET DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE**

MAINTIEN EN ACTIVITE

Par décret n° 2006-2377 du 28 août 2006.

Monsieur Hédi Blanco, administrateur général à l'agence de réhabilitation et de rénovation urbaine, est maintenu en activité dans le secteur public pour une période d'une nouvelle année, à compter du 1^{er} septembre 2006.

Par décret n° 2006-2378 du 28 août 2006.

Monsieur Noureddine Yangui, ingénieur principal à l'office de la topographie et de la cartographie, est maintenu en activité pour une nouvelle année, à compter du 1^{er} septembre 2006.

MINISTERE DU TOURISME

NOMINATION

Par décret n° 2006-2379 du 28 août 2006.

Monsieur Mohamed Raouf El Jomni, administrateur général, est nommé directeur général de l'office national du tourisme tunisien, à partir du 18 juillet 2006.

MINISTERE DU TRANSPORT

Décret n° 2006-2380 du 28 août 2006, réglementant les conditions d'attribution et de retrait des emplois fonctionnels au sein de la société des transports de Tunis.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre du transport,

Vu la loi n° 85-78 du 5 août 1985, portant statut général des agents des offices, des établissements publics à caractère industriel et commercial et des sociétés dont le capital appartient directement et entièrement à l'Etat ou aux collectivités publiques locales, telle que modifiée et complétée par la loi n° 99-28 du 3 avril 1999 et la loi n° 2003-21 du 17 mars 2003,

Vu la loi n° 89-9 du 1^{er} février 1989, relative aux participations, aux entreprises et établissements publics, telle que modifiée et complétée par la loi n° 94-102 du 1^{er} août 1994, la loi n° 96-74 du 29 juillet 1996, la loi n° 99-38 du 3 mai 1999 et la loi n° 2001-33 du 29 mars 2001 et notamment l'article 10 (bis),

Vu la loi n° 2003-33 du 28 avril 2003, relative à la société des transports de Tunis,

Vu le décret n° 93-1823 du 6 septembre 1993, fixant les conditions d'obtention des diplômes nationaux sanctionnant les études doctorales, tel que modifié et complété par le décret n° 2001-2493 du 31 octobre 2001 et le décret n° 2003-1665 du 4 août 2003,

Vu le décret n° 93-2333 du 22 novembre 1993, fixant le cadre général du régime des études et les conditions d'obtention des diplômes nationaux du premier cycle et de maîtrise dans les disciplines littéraires et artistiques, ainsi que dans celles des sciences humaines, sociales, fondamentales et techniques, tel que modifié et complété par le décret n° 2001-1220 du 28 mai 2001,

Vu le décret n° 95-2602 du 25 décembre 1995, fixant le cadre général du régime des études et les conditions d'obtention du diplôme national d'ingénieur,

Vu le décret n° 2004-2265 du 27 septembre 2004, fixant la liste des établissements publics à caractère non administratif, considérés comme entreprises publiques,

Vu le décret n° 99-1730 du 9 août 1999, portant approbation du statut particulier des agents des sociétés publiques de transport routier de voyageurs et de la société du métro léger de Tunis,

Vu le décret n° 2001-2429 du 16 octobre 2001, fixant l'appellation des diplômes nationaux décernés par les établissements d'enseignement supérieur et de recherche en études d'ingénieurs, en art et métiers, en mastère spécialisé et en études doctorales,

Vu le décret n° 2002-2106 du 23 septembre 2002, portant rattachement des structures relevant de l'ex-ministère du transport au ministère des technologies de communication et du transport,

Vu le décret n° 2002-2130 du 30 septembre 2002, relatif au rattachement de structures relevant de l'ex-ministère du développement économique au Premier ministre,

Vu le décret n° 2002-2131 du 30 septembre 2002, portant création de structures au Premier ministre,

Vu le décret n° 2002-2197 du 7 octobre 2002, relatif aux modalités d'exercice de la tutelle sur les entreprises publiques, à l'approbation de leurs actes de gestion, à la représentation des participants publics dans leurs organes de gestion et de délibération et à la fixation des obligations mises à leur charge,

Vu le décret n° 2002-2200 du 7 octobre 2002, portant désignation de l'autorité de tutelle sur les entreprises publiques et les établissements publics à caractère non administratif, tel que modifié par le décret n° 2003-519 du 17 mars 2003,

Vu le décret n° 2004-2266 du 27 septembre 2004, modifiant et complétant le décret n° 2002-2200 du 7 octobre 2002, portant désignation de l'autorité de tutelle sur les entreprises publiques et les établissements publics à caractère non administratif,

Vu le décret n° 2004-2644 du 10 novembre 2004, portant nomination des membres du gouvernement,

Vu le décret n° 2005-703 du 1^{er} mars 2005, fixant l'organigramme de la société des transports de Tunis,

Vu le décret n° 2003-2407 du 17 novembre 2003, fixant l'organisation administrative et financière et les modalités de fonctionnement de la société des transports de Tunis,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. - Les emplois fonctionnels de directeur central, de chef de département, de directeur, de chef de division, de chef de service et de chef de bureau sont attribués par décision du président-directeur général sur proposition du chef hiérarchique, et ce, dans les conditions suivantes :

A- L'emploi fonctionnel doit être vacant et prévu par l'organigramme de la société des transports de Tunis.

B- Le dossier du candidat ne doit pas comporter des sanctions de deuxième degré tant que celles-ci n'ont pas été annulées.

C- Le candidat doit remplir les conditions minima fixées au tableau ci-après, et éventuellement les conditions particulières pour l'exercice de l'emploi fonctionnel en question, et être parmi le personnel titulaire :

Emplois fonctionnels	Conditions minima
Chef de bureau	Le candidat doit : a)- être titulaire d'un doctorat d'Etat ou équivalent ou d'un diplôme d'études approfondies ou d'un diplôme national d'ingénieur ou d'un diplôme équivalent. Ou b)- être titulaire d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent et avoir deux années d'ancienneté, dans l'entreprise. Ou c)- être titulaire d'un diplôme de premier cycle de l'enseignement supérieur et avoir quatre années d'ancienneté dans l'entreprise. Ou d)- être titulaire du baccalauréat et avoir accédé par voie de promotion à un emploi de la catégorie V appartenant au collège cadre. Ou e)- avoir accompli avec succès les études du premier cycle de l'enseignement secondaire (5^{ème} année de l'ancien régime) ou équivalent, avoir accédé par voie de promotion à un emploi de la catégorie V appartenant au collège cadre, et justifier d'une ancienneté de 2 ans dans l'entreprise, dans la catégorie V.

Emplois fonctionnels	Conditions minima
Chef de service	Le candidat doit : a)- être titulaire d'un diplôme de doctorat d'Etat ou équivalent et justifier d'une ancienneté de deux années dans l'entreprise. Ou b)- être titulaire d'un diplôme d'Etudes Approfondies ou d'un diplôme national d'ingénieur ou d'un diplôme équivalent et avoir trois années d'ancienneté dans l'entreprise Ou c)- être titulaire d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent et avoir cinq années d'ancienneté dans l'entreprise. Ou d)- être titulaire d'un diplôme de premier cycle de l'enseignement supérieur ou d'un diplôme équivalent et justifier d'une ancienneté de huit années dans l'entreprise. Ou e)- être titulaire du baccalauréat ou d'un diplôme équivalent, avoir accédé par voie de promotion à un emploi de la catégorie V appartenant au collège cadre, justifier d'une ancienneté de 25 ans dans l'entreprise et avoir occupé l'emploi de chef de bureau ou équivalent pendant cinq années
Chef de division	Le candidat doit : a)- être titulaire d'un diplôme de doctorat d'Etat ou équivalent, justifier d'une ancienneté de 5 ans dans l'entreprise, et avoir occupé l'emploi de chef de service pendant trois années. Ou b)- être titulaire d'un diplôme d'études approfondies ou d'un diplôme national d'ingénieur ou d'un diplôme équivalent, justifier d'une ancienneté de 8 années dans l'entreprise et avoir occupé l'emploi de chef de service pendant cinq années. Ou c)- être titulaire d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent, justifier d'une ancienneté de 10 ans dans l'entreprise et avoir occupé l'emploi de chef de service pendant cinq années. Ou d)- être titulaire d'un diplôme de premier cycle de l'enseignement supérieur ou d'un diplôme équivalent, justifier d'une ancienneté de 14 ans dans l'entreprise et avoir occupé l'emploi de chef de service pendant six années. Ou e)- être titulaire du baccalauréat ou d'un diplôme équivalent, avoir accédé par voie de promotion à un emploi de la catégorie V appartenant au collège cadre, justifier d'une ancienneté de 32 ans dans l'entreprise et avoir occupé l'emploi de chef de service pendant sept années.
Directeur	Le candidat doit : a)- être titulaire d'un diplôme de doctorat d'Etat ou équivalent, justifier d'une ancienneté de 9 ans dans l'entreprise et - Soit avoir occupé l'emploi de chef de division pendant quatre années. - Soit avoir occupé les postes de chef de service et de chef de division pendant une période cumulée d'au moins 9 ans et avoir passé un minimum de trois ans dans le dernier emploi sus-indiqué.

Emplois fonctionnels	Conditions minima
	Ou b)- être titulaire d'un diplôme d'études approfondies ou d'un diplôme national d'ingénieur ou d'un diplôme équivalent, justifier d'une ancienneté de 13 ans dans l'entreprise et - Soit avoir occupé l'emploi de chef de division pendant cinq années. - Soit avoir occupé les postes de chef de service et de chef de division pendant une période cumulée d'au moins 12 ans et avoir passé un minimum de trois ans dans le dernier emploi sus-indiqué. Ou c)- être titulaire d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent , justifier d'une ancienneté de 16 ans dans l'entreprise et - Soit avoir occupé l'emploi de chef de division pendant six années. - Soit avoir occupé les postes de chef de service et de chef de division pendant une période cumulée d'au moins 14 ans et avoir passé un minimum de trois ans dans le dernier emploi sus-indiqué Ou d)- être titulaire d'un diplôme du premier cycle de l'enseignement supérieur ou d'un diplôme équivalent, justifier d'une ancienneté de 20 ans dans l'entreprise et avoir occupé l'emploi de chef de division pendant six années.
Chef de département	Le candidat doit : a)- être titulaire d'un doctorat d'Etat ou équivalent, justifier d'une ancienneté de 13 ans Et - Soit avoir occupé l'emploi de directeur pendant quatre années. - Soit avoir occupé les postes de chef de service, de chef de division et de directeur pendant une période cumulée d'au moins 13 ans et avoir passé un minimum de trois ans dans le dernier emploi sus-indiqué. Ou b)- être titulaire d'un Diplôme d'Etudes Approfondies ou d'un diplôme national d'ingénieur ou d'un diplôme équivalent, justifier d'une ancienneté de 18 ans Et - Soit avoir occupé l'emploi de directeur pendant cinq années. - Soit avoir occupé les postes de chef de service, de chef de division et de directeur pendant une période cumulée d'au moins 17 ans et avoir passé un minimum de trois ans dans le dernier emploi sus-indiqué. Ou c)- être titulaire d'une maîtrise ou équivalent, justifier d'une ancienneté de 22 ans Et - Soit avoir occupé l'emploi de directeur pendant six années. - Soit avoir occupé les postes de chef de service, de chef de division et de directeur pendant une période cumulée d'au moins 19 ans et avoir passé un minimum de trois ans dans le dernier emploi sus-indiqué. Ou d)- justifier d'une ancienneté de 30 ans dans l'entreprise et avoir occupé l'emploi de Directeur pendant 10 ans.

Emplois fonctionnels	Conditions minima
Directeur central	Le candidat doit : a)- être titulaire d'un diplôme de doctorat d'Etat ou équivalent, justifier d'une ancienneté de 17 ans Et - Soit avoir occupé pendant quatre années l'emploi de chef de Département. - Soit avoir occupé les postes de chef de département et/ou de Directeur pendant une période cumulée d'au moins 10 ans. Ou b)- être titulaire d'un Diplôme d'Etudes Approfondies ou d'un diplôme national d'ingénieur ou d'un diplôme équivalent, justifier d'une ancienneté de 23 ans Et - Soit avoir occupé l'emploi de chef de département pendant cinq ans. - Soit avoir occupé les postes de chef de département et/ou de Directeur pendant une période cumulée d'au moins 12 ans. Ou c)- être titulaire d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent, justifier d'une ancienneté de 27 ans et - Soit avoir occupé l'emploi de chef de département pendant cinq années - Soit avoir occupé les postes de chef de département et/ou de directeur pendant une période cumulée d'au moins 13 ans.

Art. 2. - Les agents détachés ou intégrés à la société sont soumis aux mêmes conditions citées à l'article premier du présent décret.

Art. 3. - La période de stage est comprise dans l'ancienneté requise pour l'accès à un emploi fonctionnel.

Art. 4 - Les périodes exercées en qualité d'intérimaire ne sont pas prises en considération dans le calcul de l'ancienneté exigée dans la fonction pour l'octroi de l'un des emplois fonctionnels indiqués à l'article premier du présent décret.

Art. 5. - Les agents chargés des emplois fonctionnels prévus à l'article premier du présent décret bénéficient des indemnités et avantages afférents à l'emploi fonctionnel qu'ils occupent, et ce, conformément aux dispositions en vigueur.

En outre, les directeurs centraux, les chefs de département et les directeurs peuvent bénéficier, sur décision du président directeur général :

- d'une voiture de fonction et d'un quota de carburant par mois: directeur central 350 litres, chef de département 300 litres, directeur 200 litres, dans ce cas, l'octroi de l'indemnité kilométrique forfaitaire est suspendu,

Ou

- d'un quota de carburant par mois: directeur central 350 litres, chef de département 300 litres, directeur 200 litres, dans ce cas, l'octroi de l'indemnité kilométrique forfaitaire est maintenue.

Art. 6 - Le retrait des emplois fonctionnels prévus à l'article premier du présent décret intervient par décision du président-directeur général sur proposition motivée du chef hiérarchique et après avoir pris connaissance des observations formulées par l'agent en question.

Art. 7. - Le retrait des emplois fonctionnels précités entraîne la privation immédiate des indemnités et avantages relatifs à ces emplois.

Toutefois, l'agent concerné conserve les indemnités et les avantages liés à l'emploi fonctionnel qu'il a occupé, durant une année, sauf s'il a été nommé dans un autre emploi fonctionnel, à condition que :

- le retrait de l'emploi fonctionnel ne soit pas motivé par une sanction disciplinaire de deuxième degré ou par une suspension de l'intéressé de l'exercice de ses fonctions pour faute grave.

- l'intéressé ait exercé l'emploi fonctionnel duquel il a été relevé durant une période de deux ans au moins.

Art. 8 - L'intérim des emplois fonctionnels précités est attribué aux agents remplissant les conditions prévues à l'article premier du présent décret. Toutefois, la durée de l'ancienneté requise afférente à l'emploi ou à la fonction dans la Société est diminuée d'une année.

L'intérim des emplois fonctionnels est attribué pour une période n'excédant pas une année renouvelable une seule fois. L'octroi et le renouvellement de l'intérim des emplois fonctionnels interviennent par décision du président-directeur général. L'agent chargé d'un emploi fonctionnel par intérim bénéficie de tous les avantages et indemnités afférents à cet emploi conformément aux dispositions appliquées aux agents de la Société.

Art. 9 - Le retrait de l'intérim d'un emploi fonctionnel entraîne, dans tous les cas, la privation immédiate des indemnités et avantages afférents à cet emploi.

Art. 10 - Le candidat à l'emploi fonctionnel de directeur général adjoint ou de secrétaire général doit être titulaire au minimum d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent. Il doit justifier d'un haut niveau de formation générale et avoir une expérience suffisante lui permettant de superviser la gestion de l'ensemble des domaines d'activité qui lui sont rattachés.

Il doit avoir satisfait les conditions minima des emplois fonctionnels placés sous sa responsabilité, cités à l'article premier.

Art. 11. - Le directeur général adjoint ou le secrétaire général est nommé par le conseil d'administration sur proposition du président-directeur général après approbation des autorités de tutelle conformément à la réglementation en vigueur. Il bénéficie, outre la rémunération afférente à son grade, des indemnités et avantages afférents à sa fonction conformément à la réglementation en vigueur.

Le directeur général adjoint ou le secrétaire général bénéficie, en outre, d'une voiture de fonction et d'un quota de quatre cents (400) litres de carburant par mois. Dans ce cas, l'octroi de l'indemnité kilométrique forfaitaire est suspendu.

Art. 12 - La mise fin aux fonctions de directeur général adjoint ou de secrétaire général intervient par décision du conseil d'administration sur proposition du président-directeur général après approbation des autorités de tutelle.

Toutefois, l'intéressé continue à bénéficier, sauf nomination dans un autre emploi fonctionnel, de l'ensemble de sa rémunération mensuelle ainsi que ses indemnités et avantages afférents à son précédent emploi fonctionnel, et ce, pendant une année.

Art. 13 - Les agents nantis d'un emploi fonctionnel à la date de publication du présent décret conservent leur fonction, nonobstant les conditions visées à l'article premier du présent décret.

Art. 14 - Les ministres du transport et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 28 août 2006.

Zine El Abidine Ben Ali

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Décret n° 2006-2381 du 28 août 2006, portant modification du décret n° 93-1440 du 23 juin 1993, relatif à la spécialisation en médecine et au statut juridique des résidents.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'enseignement supérieur et du ministre de la santé publique,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 2003-20 du 17 mars 2003,

Vu la loi n° 89-70 du 28 juillet 1989, relative à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 2000-67 du 17 juillet 2000,

Vu le décret n° 73-516 du 30 octobre 1973, portant organisation de la vie universitaire, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 2002-2013 du 4 septembre 2002,

Vu le décret n° 76-245 du 17 mars 1976, portant statut des stagiaires internes et des résidents en médecine, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 93-2315 du 10 novembre 1993,

Vu le décret n° 83-593 du 17 juin 1983, relatif à l'indemnité de nourriture servie aux stagiaires internes en médecine, en médecine dentaire et en biologie,

Vu le décret n° 89-1939 du 14 décembre 1989, portant organisation des universités et des établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 2002-23 du 8 janvier 2002,

Vu le décret n° 90-1930 du 19 novembre 1990, relatif à l'indemnité de résidanat servie aux résidents en médecine, en biologie et en médecine dentaire,

Vu le décret n° 91-195 du 28 janvier 1991, fixant les taux de l'indemnité de garde des personnels médicaux, juxta médicaux et résidents exerçant à plein temps,

Vu le décret n° 93-1440 du 23 juin 1993, relatif à la spécialisation en médecine et au statut juridique des résidents, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 93-2318 du 10 novembre 1993,

Vu le décret n° 95-2601 du 25 décembre 1995, fixant le cadre général du régime des études et les conditions d'obtention du diplôme national de docteur en médecine, tel que modifié par le décret n° 2005-1457 du 5 mai 2005,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. - Sont abrogées, les dispositions de l'article 4 du décret n° 93-1440 du 23 juin 1993, relatif à la spécialisation en médecine et au statut juridique des résidents et remplacées par les dispositions suivantes :

Article 4 (nouveau). - Les candidats admis au concours prennent leurs fonctions en qualité de résidents au cours de la première semaine du mois de janvier qui suit l'année de la proclamation des résultats du concours.

Les dispositions de l'alinéa premier du présent article ne sont pas applicables aux candidats admis au concours organisé au cours de l'année 2005 qui continuent à être régis, en ce qui concerne la date de prise de fonctions, par les dispositions en vigueur avant la parution du présent décret.

Art. 2. - Le ministre de l'enseignement supérieur et le ministre de la santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 28 août 2006.

Zine El Abidine Ben Ali

NOMINATIONS

Par décret n° 2006-2382 du 28 août 2006.

La classe exceptionnelle à l'emploi de directeur général d'administration centrale est accordée à Monsieur Abdennaceur Ben Salem, chargé de mission, directeur général de l'unité juridique et du contentieux au ministère de la santé publique.

Par décret n° 2006-2383 du 28 août 2006.

Le Docteur Rachid Mechmech, professeur hospitalo-universitaire en médecine, est chargé des fonctions de chef de service des explorations fonctionnelles et de réanimation cardiologique à l'hôpital la Rabta de Tunis.

Par décret n° 2006-2384 du 28 août 2006.

Sont nommés administrateurs généraux de la santé publique, les administrateurs en chef de la santé publique suivants :

- Jamel El Hakim.
- Abdelhamid Solatni.

Par décret n° 2006-2385 du 28 août 2006.

Les maîtres de conférences agrégés hospitalo-universitaires en pharmacie mentionnés ci-dessous sont nommés dans le grade de professeur hospitalo-universitaire en pharmacie à compter du 2 mai 2006, et ce, conformément au tableau suivant :

NB	Nom et prénom	Spécialité	Faculté
1	Naoufel Nabli	Biochimie	Faculté de pharmacie de Monastir
2	Najet Majaat	Hématologie	Faculté de pharmacie de Monastir
3	Farouk Barguelli	Microbiologie	Faculté de pharmacie de Monastir au titre du ministère de la défense nationale

MAINTIEN EN ACTIVITE

Par décret n° 2006-2386 du 28 août 2006.

Monsieur Mohamed Ali Memmi, inspecteur général de la santé publique et directeur général de l'unité des laboratoires de biologie médicale au ministère de la santé publique, est maintenu en activité pour une période d'une année à compter du 1^{er} octobre 2006.

Par décret n° 2006-2387 du 28 août 2006.

Monsieur Mustapha Ayoub, inspecteur général de la santé publique et directeur régional de la santé publique du gouvernorat de Sousse, est maintenu en activité pour une période d'une année à compter du 1^{er} novembre 2006.

Par décret n° 2006-2388 du 28 août 2006.

Monsieur Khaled Zarrouk, inspecteur divisionnaire de la santé publique et chef de service à l'institut national de nutrition et de technologie alimentaire (laboratoire d'expérimentation animale appliquée à la nutrition), est maintenu en activité pour une période d'une année à compter du 1^{er} octobre 2006.

MINISTERE DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION

NOMINATIONS

Par décret n° 2006-2389 du 29 août 2006.

Monsieur Houcine Souissi, professeur principal de l'enseignement secondaire, est chargé des fonctions de secrétaire général au centre national de formation des formateurs et d'ingénierie de formation.

Par décret n° 2006-2390 du 29 août 2006.

Monsieur Mohamed Lamine, professeur principal hors classe de l'enseignement, est chargé des fonctions de directeur de l'organisation administrative et de la vie scolaire des collèges et des lycées à la direction générale du deuxième cycle de l'enseignement de base et de l'enseignement secondaire au ministère de l'éducation et de la formation.

En application du décret n° 2004-2680 du 13 décembre 2004, l'intéressé bénéficie dans ses nouvelles fonctions de la classe exceptionnelle à l'emploi de directeur.

Par décret n° 2006-2391 du 29 août 2006.

Monsieur Mohsen Karoui, professeur principal hors classe de l'enseignement, est chargé des fonctions de directeur des enseignants des collèges et des lycées à la direction générale du deuxième cycles de l'enseignement de base et de l'enseignement secondaire au ministère de l'éducation et de la formation.

Par décret n° 2006-2392 du 29 août 2006.

Monsieur Mohamed Ben Ali Oueslati, professeur principal hors classe de l'enseignement, est chargé des fonctions de directeur régional de l'enseignement à Zaghuan.

Par décret n° 2006-2393 du 29 août 2006.

Monsieur Mohamed Lazhar Bakini, professeur principal de l'enseignement secondaire, est chargé des fonctions de directeur régional de l'enseignement à Béja.

Par décret n° 2006-2394 du 29 août 2006.

Monsieur Miloud Hosni, professeur principal hors classe de l'enseignement, est chargé des fonctions de directeur régional de l'enseignement à Ben Arous.

Par décret n° 2006-2395 du 29 août 2006.

Monsieur Mohamed Abidi, professeur principal de l'enseignement secondaire, est chargé des fonctions de directeur régional de l'enseignement à Gabès.

Par décret n° 2006-2396 du 29 août 2006.

Monsieur Mongi Zakhama, inspecteur principal des écoles préparatoires et des lycées, est chargé des fonctions de directeur régional de l'enseignement à Kairouan.

Par décret n° 2006-2397 du 29 août 2006.

Monsieur Mohamed Ben Ali Dhaouadi, professeur principal de l'enseignement secondaire, est chargé des fonctions de directeur régional de l'enseignement à l'Ariana.

Par décret n° 2006-2398 du 29 août 2006.

Monsieur Abdelwahed Touaiti, professeur principal hors classe de l'enseignement, est chargé des fonctions de directeur régional de l'enseignement au Kef.

Par décret n° 2006-2399 du 29 août 2006.

Monsieur Mohamed Ben Ahmed Dhaouadi, professeur principal hors classe de l'enseignement, est chargé des fonctions de directeur régional de l'enseignement à Jendouba.

Par décret n° 2006-2400 du 29 août 2006.

Monsieur Mekki Ben Lakhel, professeur principal hors classe de l'enseignement, est chargé des fonctions de directeur régional de l'enseignement à Siliana.

Par décret n° 2006-2401 du 29 août 2006.

Monsieur Salah Merzougui, inspecteur général de l'éducation, est chargé des fonctions de directeur régional de l'enseignement à Médenine.

Par décret n° 2006-2402 du 29 août 2006.

Monsieur Sallem Hajjej, professeur principal hors classe de l'enseignement, est chargé des fonctions de directeur régional de l'enseignement à Sidi Bouzid.

Par décret n° 2006-2403 du 29 août 2006.

Monsieur Hassen Messaoudi, professeur principal de l'enseignement secondaire, est chargé des fonctions de directeur régional de l'enseignement à Bizerte.

Par décret n° 2006-2404 du 29 août 2006.

Madame Hamida Mhalla épouse Ben Hassoun, professeur principal de l'enseignement secondaire, est chargée des fonctions de chef de service pédagogique au centre régional de l'éducation et de la formation continue à Bizerte.

En application des dispositions de l'article 8 du décret n° 2003-2548 du 9 décembre 2003, l'intéressée bénéficie des indemnités et avantages accordés à un chef de service d'administration centrale.

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR**

NOMINATION

Par décret n° 2006-2405 du 28 août 2006.

Monsieur Mohamed Hassen Manai, inspecteur central des services financiers, est chargé des fonctions de directeur des œuvres universitaires à la direction générale des affaires estudiantines au ministère de l'enseignement supérieur.

MAINTIEN EN ACTIVITE

Par décret n° 2006-2406 du 28 août 2006.

Monsieur Mohamed Lazhar Bey, maitre de conférences, est maintenu en activité pour une année à compter du 1^{er} août 2006.